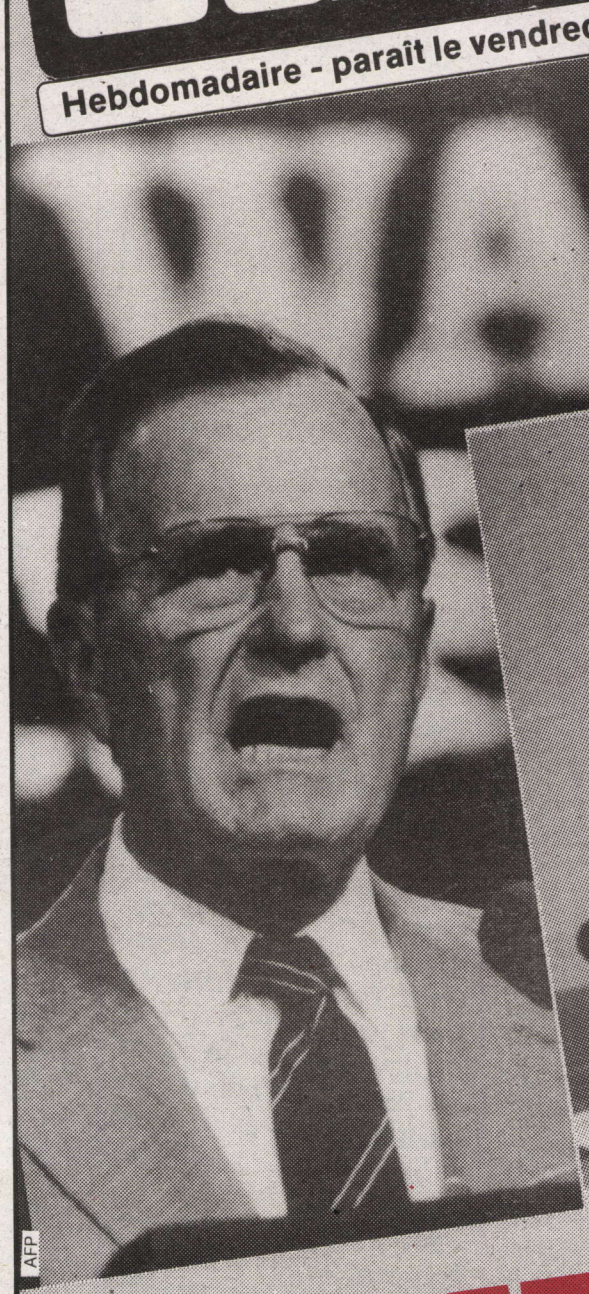
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 159 - 7 septembre 1990 - prix : 8 F

NON A LA GUERRE



AFP

AFP

POUR LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

ARC

M 6189 - 1159 - 8,00 F

NON À LA GUERRE POUR LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

En même temps qu'elles étalent leurs forces, les puissances impérialistes – les USA en premier lieu, mais aussi la France et les autres Etats occidentaux – sont bien conscientes des risques qu'elles prendraient à faire vraiment parler les armes.

Oh, pas les risques militaires... Ceux-là, elles s'en moquent, convaincues qu'elles sont de leur supériorité matérielle ; mais les risques politiques. Une guerre véritable, qui durerait un peu, aurait des conséquences difficilement prévisibles sur l'opinion publique américaine, mal remise de la guerre du Vietnam, mais aussi des répercussions sur tous les peuples arabes, et pourrait entraîner des bouleversements politiques dans tout le Moyen-Orient, en Egypte, en Syrie ou même au Maghreb. Mais tout montre qu'elles sont prêtes à en courir le risque. Et elles continuent de préparer cette éventualité, non seulement en continuant d'acheminer armes, matériel et soldats vers le Golfe, mais aussi en mettant en condition leur propre opinion publique pour lui faire accepter l'idée d'une guerre.

La presse et la télévision aux ordres ont donc été réquisitionnées pour traiter Saddam Hussein de «nouvel Hitler», avec le même ensemble qu'elles se taisaient hier lorsque le même Saddam Hussein était un allié. Après l'avoir soutenu pendant huit ans parce qu'il faisait la guerre à l'Iran, on découvre maintenant qu'il est un dictateur et qu'il faut l'abattre... en volant au secours de l'Arabie Saoudite, du Koweït et autres régimes féodaux dont la dictature n'a rien à envier à celle de l'Irak !

★ ★ ★

Mais aujourd'hui l'Irak, endetté et ruiné par la guerre, s'en est pris au Koweït, cet Etat qui n'est rien d'autre qu'un puits de pétrole aux mains des compagnies et de la finance occidentale, avec des frontières dessinées autour. C'est cela qui fait hurler les dirigeants impérialistes. Ils crient parce qu'ils ont mal à leurs puits de pétrole et parce qu'ils ne veulent pas qu'on y touche, ni au Koweït, ni ailleurs au Moyen-Orient.

Car c'est tout le Moyen-Orient qui, comme d'autres régions du monde, a été découpé au gré des intérêts des anciennes puissances coloniales et de l'impérialisme en général ; le Koweït et autres émirats dont on nous appelle aujourd'hui à préserver l'indépendance n'ont cessé d'être des protectorats britanniques que dans les années soixante, sans que ça semble gêner les puissances qui prétendent aujourd'hui défendre là-bas «le droit des peuples». Les compagnies pétrolières ont choisi alors de faire bénéficier de la manne de l'or noir une minorité richissime qui se sert de cet argent pour maintenir des peuples dans l'oppression et défendre les intérêts de ses patrons capitalistes.

Ce sont ces fortunes qui leur permettent de participer au jeu financier international sur toutes les places boursières du monde. Et c'est grâce à cette politique que ces émirats peuvent figurer aujourd'hui parmi les grandes puissances financières de la City ou de Wall Street tandis que la population des pays arabes végète dans une situation misérable.

C'est aussi ce découpage, cette mainmise impérialiste qui expliquent, en grande partie, les explosions et les guerres incessantes qui déchirent le Moyen-Orient. Les puissances coloniales ont laissé derrière elles un terrain miné. Elles se sont servi du peuple juif d'Israël, ou dans une moindre mesure des chrétiens du Liban, comme d'une masse de manœuvre prête à se battre pour les intérêts des grandes puissances, et en même temps comme leur otage, parce que ces peuples sont devenus des peuples assiégés.

Ainsi, les guerres israélo-arabes successives ont été suivies de résolutions de l'ONU jamais appliquées. Mais lorsque les explosions et les guerres viennent toucher aux puits de pétrole, les mêmes puissances impérialistes sont prêtes à l'intervention militaire bien avant que l'ONU ait voté une résolution pour l'entériner !

★ ★ ★

Alors, oui, si l'on peut dire, les puissances impérialistes défendent un principe. Le principe suivant lequel ce découpage des frontières, ce partage des richesses à leur profit doivent rester intangibles. Elles veulent certes que l'Irak rende le Koweït, mais elles veulent surtout montrer à la face du monde qu'elles ne laisseront pas toucher à leurs intérêts, à leurs richesses, aux frontières qu'elles ont tracées dans le sable du désert en suivant les contours des champs pétroliers. Et c'est cela la seule véritable raison de la guerre véritable qu'elles feront peut-être demain.

Sans doute, Saddam Hussein est un dictateur et s'il s'annexe les richesses du Koweït, il est peu probable que son peuple en profite beaucoup ; mais pour les travailleurs du monde entier le problème n'est pas là. L'adversaire principal, le seul véritable, de tous les peuples et des travailleurs occidentaux, c'est l'impérialisme, qu'il soit US, britannique ou français.

Le Moyen-Orient découpé par l'impérialisme

KOWEÏT ET ÉMIRATS, DES PUITS DE PÉTROLE ÉLEVÉS AU RANG D'ÉTATS

Bush et ses compères impérialistes prétendent défendre le «droit» international au Moyen-Orient. Ils oublient simplement de préciser que c'est le droit des grandes puissances internationales, le droit du plus fort. En l'occurrence, il s'agit d'empêcher toute modification du découpage des frontières du Moyen-Orient, sans l'accord des puissances impérialistes. Car ces frontières artificielles courant en droite ligne au milieu des déserts, ces minuscules et richissimes principautés pétrolières séparées des Etats voisins plus grands et plus peuplés mais misérables, c'est bien la politique impérialiste qui les a façonnées, au mépris des droits et des aspirations des peuples, simplement parce que cela correspondait à ses intérêts.

Les frontières entre l'Irak et la Syrie, la Syrie et le Liban, l'Irak et la Jordanie ou l'Arabie Saoudite, tranchant dans le vif d'un même peuple arabe, ce sont les colonisateurs anglais et français qui les ont tracées, simplement parce qu'ils estimaient plus facile de dominer une région ainsi balkanisée.

Dans le golfe arabo-persique, cette politique touche à la caricature, puisqu'elle se traduit par l'existence d'une multitude de principautés minuscules dont l'indépendance n'a d'autre sens que de protéger les gisements pétroliers.

De ce point de vue, l'histoire du Koweït, l'une de ces principautés, petit bout de désert riche en pétrole, est bien significative de la politique des puissances impérialistes pour assurer leur domination dans cette région du monde.

C'est l'impérialisme britannique qui le premier (suivi de loin par ses confrères français, allemand ou américain) s'établit dans les déserts de poussière qui entourent le golfe Persique. Il s'agissait pour l'Angleterre de contrôler alors la route des Indes et de neutraliser les pirates qui de la côte s'attaquaient aux navires britanniques. La Grande-Bretagne imposa son protectorat à quelques chefs bédouins en les détachant du même coup du reste de l'Arabie ou de l'Irak.

En fait dès les années 1930, date des premiers forages réussis par la Gulf et la Shell au Koweït, l'intérêt de l'impérialisme britannique pour la région se multiplia par le nombre de puits de pétrole découverts. En propulsant quelques chefs bédouins ou quelques descendants de pirates à la tête de protectorats découpés suivant les contours des concessions pétrolières, par ailleurs quasi désertes à l'époque, l'impérialisme britannique pouvait espérer s'approprier sans trop de difficultés la majeure partie des champs pétrolifères du Golfe. Cela lui permettait aussi de garder un pied dans la région et de continuer à y veiller pour la défense de ses intérêts.

Le partage impérialiste

Vers la même époque, une autre puissance commença à manifester sa présence : les Etats-Unis. Chacun eut ses interlocuteurs privilégiés. Pour les Etats-Unis, ce fut la famille régnante d'Arabie, qu'ils avaient aidée à constituer son royaume – l'Arabie Saoudite – à la barbe de l'Angleterre, et après la Deuxième Guerre mondiale ce fut Israël. En Arabie Saoudite, ce furent des accords fructueux avec la Standard Oil avant la Deuxième Guerre mondiale puis après la guerre avec l'Aramco, la société pétrolière d'Arabie, créée par les trois compagnies américaines Standard Oil, Texaco et Mobil, une société qui devient un véritable Etat dans l'Etat saoudite.

Le vaste mouvement de décolonisation de l'après-guerre s'est heurté à ce découpage et à cette mainmise impérialiste sur la région moyen-orientale, mais il n'a pas réussi à l'abattre.

En Iran, en 1953, le Premier ministre Mossadegh fut renversé avec l'aide de la CIA pour avoir voulu nationaliser le pétrole iranien. Les puissances impérialistes manifestaient ainsi solidairement qu'elles entendaient garder la haute main sur les richesses pétrolières de la région. Les régimes pouvaient changer, les dictatures succéder aux monarchies, le dernier mot devait rester à l'impérialisme.

Ainsi, les monarchies mises en place par l'impérialisme en Egypte et en Irak, notamment, se sont écroulées. Le nationalisme arabe de Nasser en Egypte eut un vaste écho auprès des populations arabes spoliées. En 1956 la Grande-Bretagne et la France tentèrent d'empêcher militairement la nationalisation du canal de Suez par Nasser. Désavouées par les USA et l'URSS, leurs troupes durent se retirer piteusement. Les USA s'imposèrent alors définitivement comme la principale puissance présente au Moyen-Orient, le principal gardien de cet ordre impérialiste et de ce partage des richesses effectué par ses prédécesseurs. Mais cet ordre, ce partage fait au mépris des peuples restèrent fondamentalement en place.

Les richesses du pétrole à l'abri des émirats

C'est dans ce contexte que les principautés pétrolières du Golfe accédèrent à l'indépendance à partir de 1961 en même temps que l'Iran, l'Irak et le Koweït s'émancipaient de la situation de protectorats ou de quasi protectorats britanniques. Cela ne fait pas bien longtemps que le droit des peuples est un slogan dont se servent les impérialistes dans cette région du monde ! Au Koweït et dans les émirats, le boom pétrolier transforma brutalement les bourgades de pisé en monumentales villes de béton, commerçantes, richissimes, d'un luxe tapageur avec leurs grands hôtels internationaux, les centres d'affaires copiés sur Wall Street et aussi le souk traditionnel où, à côté des épices, l'or se vend par lingots.

La richesse du pétrole attirant des masses d'émigrants venus de tous les pays arabes mais aussi du Pakistan, d'Extrême-Orient, et même d'Europe, la population s'est développée au Koweït et dans les émirats d'une façon considérable.

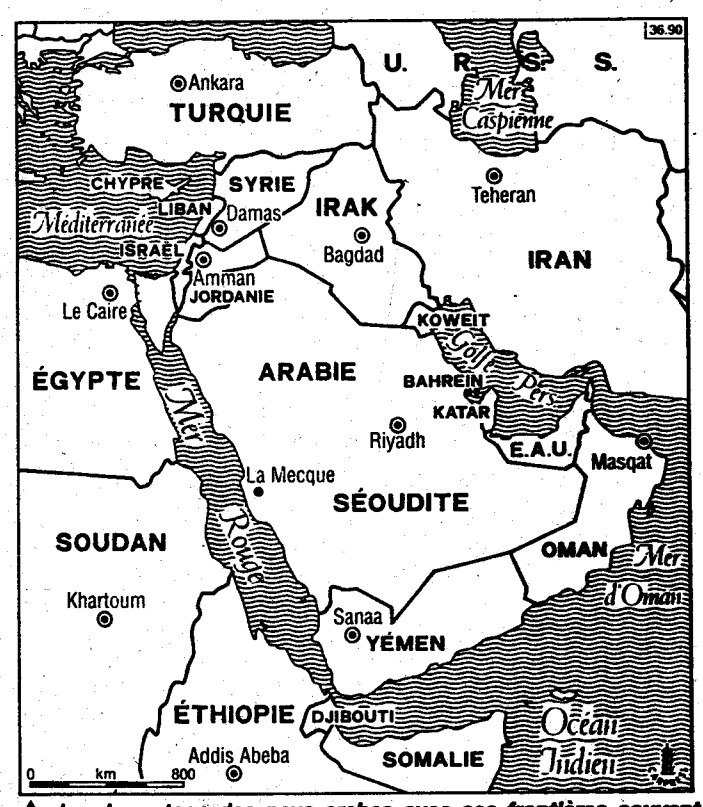
C'est ainsi qu'au Koweït les citoyens ayant la nationalité koweiti – moins de 40 % de la population totale – dont une toute petite minorité est richissime, vivent de la rente pétrolière. Leur principale activité étant de servir de prête-nom aux hommes d'affaires étrangers qui ont légalement besoin d'une couverture koweiti pour s'installer. C'est ainsi aussi qu'une population de travailleurs émigrés, à 90 % arabes, fait marcher l'économie de ce pays. Et la majorité d'entre eux vit dans la misère face à l'oisiveté dorée des potentats locaux.

De démocratie, malgré toute cette richesse, il n'en était évidemment pas question pas plus au Koweït qu'en Arabie. La constitution, car il y en a eu une au Koweït (même si elle favorisait le pouvoir des féodaux), a été abolie car sans doute trop contraignante. La Charia, c'est-à-dire la loi coranique faisait toujours partie des textes légaux du Koweït. Et en Arabie Saoudite elle est toujours de règle.

Ce n'est évidemment pas cela qui allait empêcher le Koweït d'être introduit dans toutes les places financières du monde et principalement à la City de Londres. Il possédait en 1988, 22 % des parts de BP, un quart de Hoechst, un quart de Daimler-Benz, des parts importantes dans la pétrochimie espagnole, etc. Depuis 1982 avec la chute des prix du pétrole, la rente financière avait d'ailleurs supplanté la rente pétrolière dans les revenus du pays. Un revenu moyen qui s'établit autour de deux fois celui de l'Arabie, huit fois celui de l'Irak, trente fois le revenu jordanien... par habitant. Il ne s'agit bien sûr que d'une moyenne qui ne doit pas masquer les inégalités flagrantes...

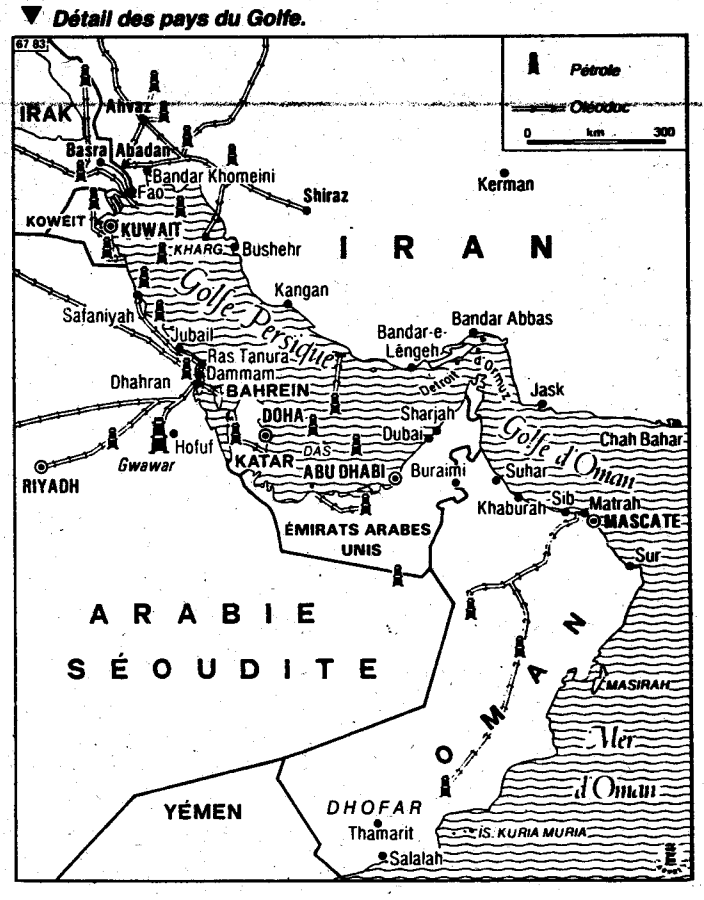
Ce Koweït dont les puissances impérialistes appellent aujourd'hui à défendre l'indépendance, c'est donc une simple excroissance de leur propre puissance financière, un puits de pétrole élevé au rang d'Etat pour lui assurer la garantie de ce prétendu «droit» international fabriqué par les puissances dominantes en fonction de leur intérêt. Et c'est pour cela, pour assurer la défense des intérêts des magnats du pétrole que, demain, des soldats américains, français et autres, devront tuer ou être tués dans les sables du Moyen-Orient !

Cécile BERNIER



▲ *Le charcutage des pays arabes avec ses frontières souvent tracées au cordeau, tel qu'il apparaît sur la carte.*

▼ *Détail des pays du Golfe.*



Le prochain cercle Léon Trotsky portera sur :
LA CRISE DU GOLFE
VENDREDI 5 OCTOBRE
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
Métro : Maubert
Participation aux frais

ONU : Les massacreurs de Tienanmen à la rescousse

Tous les dirigeants et diplomates du vaste camp anti-irakien se sont réjouis des votes des diverses résolutions de l'ONU condamnant l'Irak. En particulier de la résolution 665 qui autorise moyennant un minimum "d'interprétation" les Etats-Unis à attaquer l'Irak (les Etats-Unis auraient bien entendu pu se passer de l'approbation de l'ONU, mais ils préfèrent quand même l'avoir).

Parmi les quinze membres du Conseil de Sécurité qui ont approuvé cette résolution le 25 août dernier, il y avait le représentant de la Chine (l'un des cinq pays "membres permanents" du Conseil de Sécurité), et tous les diplomates s'en sont félicités.

La Chine pourtant, il y a quelques mois, était officiellement mise au ban des nations à la suite du massacre des étudiants de la Place Tienanmen. Officiellement du moins, il ne fallait pas rencontrer ses représentants et il était répréhensible de faire du commerce avec elle... Alors, oublié Tienanmen ? Un "bon vote" à l'ONU et voilà les dictateurs chinois en passe de devenir des "démocrates" ?

Les affaires avec la Chine avaient déjà repris (elles n'avaient même jamais cessé) et les relations "normales" d'Etat à Etat vont peut-être pouvoir maintenant se rétablir.

Pour faire partie du camp "démocratique", on n'est pas à un Tienanmen près...

Le gouvernement veut des journalistes au stylo sur la couture du pantalon

Quelques jours après que Rocard lui-même a jugé bon de rappeler les journalistes à l'ordre, en leur demandant de ne pas *"servir les intérêts d'une puissance étrangère"* à la suite d'une interview de Saddam Hussein et de divers otages, c'est au tour du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, le CSA, d'intervenir dans le même sens.

Le CSA vient en effet de s'adresser aux rédactions des radios et des chaînes de télévision, en leur rappelant leurs *"responsabilités particulières"* et en soulignant que la *"liberté d'information"* s'exerce dans le cadre des dispositions légales *"au nombre desquelles figurent (...) la sauvegarde de l'ordre public et les besoins de la défense nationale"*.

On n'en est pas encore au "bourrage de crâne" tel qu'il s'étalait durant la guerre de 1914-1918 ou en 1940, ou encore durant les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, mais le gouvernement - Rocard d'abord, le CSA ensuite - tient à ce que les journalistes ne disent pas "n'importe quoi", c'est-à-dire des choses qui n'aillent pas dans leur sens.

Ce qui est en cause, en particulier, c'est la recherche du "scoop" qui peut entraîner des journalistes à révéler des choses que les autorités souhaitent ne pas divulguer. On a vu, dans le cas de la Roumanie par exemple, que la concurrence féroce entre journalistes pouvait entraîner des "dérapages".

Il n'y aura donc probablement plus d'interviews de Saddam Hussein ou de responsable irakien - en admettant que cela soit encore techniquement possible - et on ne passera, dans les propos éventuels des otages ou de leurs proches, que des passages anti-irakiens, les autres étant coupés...

Une radio et une télévision pluralistes devraient tout de même exposer librement les points de vue des Irakiens, et d'une manière plus générale, de ceux qui ne se situent pas dans le camp pro-impérialiste. Et ils sont tout de même des centaines de millions de par le monde.

Eh bien non, la radio et la télé, tout comme la presse, ne sont pas là pour informer, mais elles sont parties en croisade, pour façonner l'opinion.

Et dans notre société tellement "médiatisée", les autorités annoncent la couleur : journalistes, à vos boules Quiès et à vos œillères...

André VICTOR

LA LOI ET LA MORALE DU PLUS FORT

«S'il arrive quoi que ce soit aux otages... nous pourrions faire... ce que nous avons fait à Nuremberg». Cette fine allusion aux procès de Nuremberg où, à la fin de la guerre, quelques dirigeants nazis furent traduits devant un tribunal international pour *«crimes contre l'humanité»* puis pendus, émane de Margaret Thatcher, le chef du gouvernement anglais.

Thatcher est en effet bien placée pour donner des leçons d'humanité, elle qui a laissé mourir en prison plusieurs jeunes militants irlandais qui faisaient la grève de la faim pour obtenir le statut politique...

Ceux qui furent jugés et condamnés à Nuremberg avaient incontestablement commis des crimes épouvantables contre l'humanité. Mais les hommes qui les jugeaient appartenaient au camp de ceux qui avaient fait lâcher des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, bombarbé au phosphore et anéanti des populations civiles à Dresde, Hambourg et bien d'autres villes allemandes.

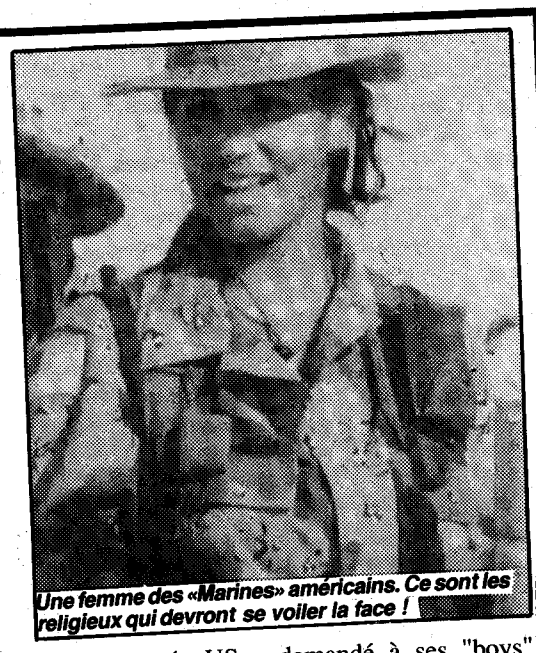
En matière de droit international, c'est toujours le droit du plus fort et les «crimes contre l'humanité» ne sont commis que par les vaincus. Tout cet étalage de protestations indignées, cette surenchère de «morale internationale» émanant de dirigeants rompus à l'exercice de la force et de l'hypocrisie sont tout simplement révoltants.

C.B.

L'ARMÉE U.S. DANS LE DÉSERT

Une partie de l'armée américaine qui occupe l'Arabie Saoudite est plus ou moins obligée de vivre dans la clandestinité. Il s'agit des Juifs à qui l'on a demandé de dissimuler leurs étoiles de David et même des chrétiens qui doivent célébrer leur messe en cachette. On ne sait pas trop ce que doivent faire les athées dans ce pays où la loi coranique régente officiellement toute la vie courante.

Les femmes - il y en a un certain nombre dans l'armée américaine - n'ont pas été obligées de se voiler, mais leur présence n'est pas très bien vue, c'est évident. De même d'ailleurs que les Koweïtiennes réfugiées en Arabie à qui l'on demande de porter le voile et de ne pas conduire leur voiture, car c'est interdit à une femme au pays de l'Islam.



Une femme des «Marines» américains. Ce sont les religieux qui devront se voiler la face ! (AFP)

L'armée US a demandé à ses "boys" d'éviter de choquer les religieux, et les religieux saoudiens ont demandé à leurs ouailles de fermer les yeux le cas échéant.

Heureusement que tous ces gens ont une religion commune qui les cimente : l'adoration du veau d'or. D'or noir, bien sûr.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• à DIJON

Samedi 15 et dimanche 16 septembre.
Salle Mendès-France, QUETIGNY.

• à LYON

Samedi 22 septembre à partir de 18 h.
Dimanche 23 septembre, à partir de midi.
Halle des fêtes, SAINT-FONS.

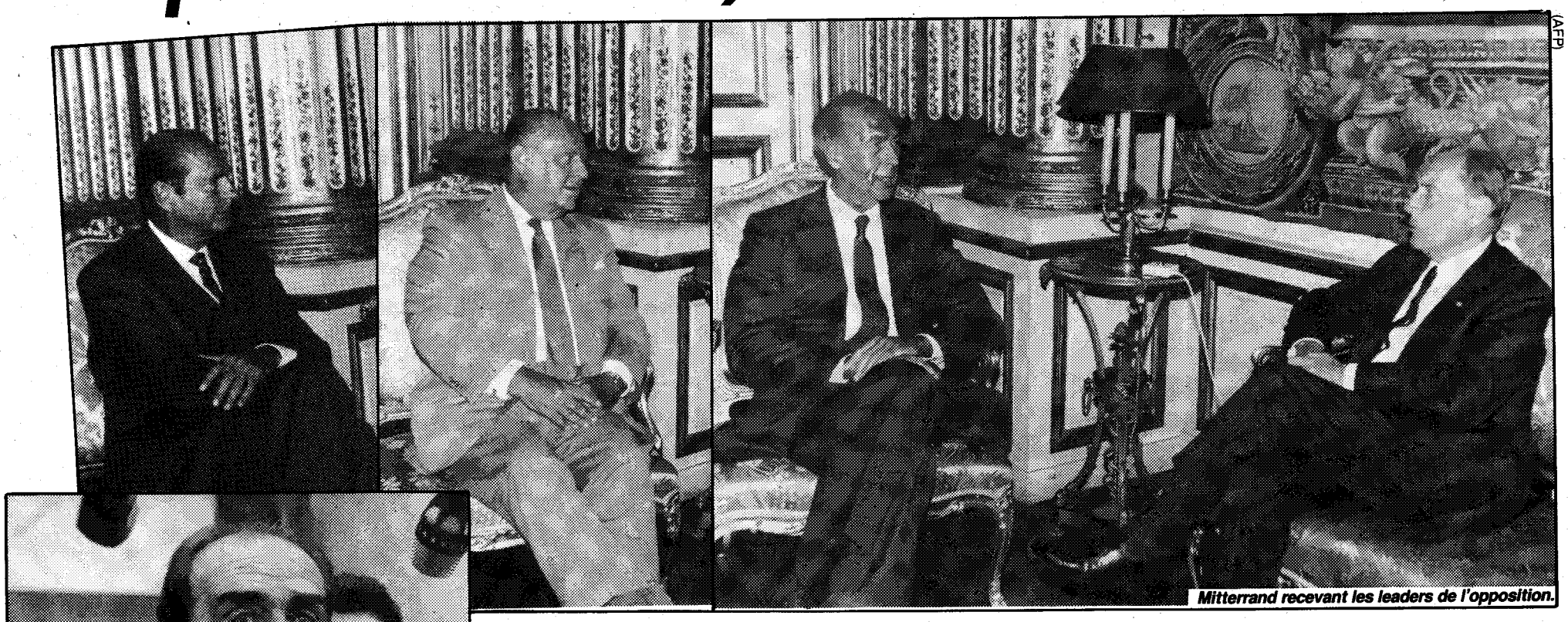
• à BORDEAUX

Samedi 22 septembre, de 19 h à 2 h du matin.
Dimanche 23 septembre, de 12 h à 19 h.
Plaine de la Blancherie, CENON.

• à TOULOUSE

Du samedi 29 septembre à 18 h, au dimanche 30 septembre à 20 h.
Parc de la Mounède, (Route de Saint-Simon).

Les politiciens français et la crise du Golfe



(AFP)

Mitterrand recevant les leaders de l'opposition.

(AFP)

Marchais à la sortie de son entretien avec Mitterrand.

LE CONSENSUS DES PARTIS... ET CELUI DU PCF

Bush a demandé à tous les chefs d'Etat des grands pays du monde d'approuver et épauler son débarquement militaire au Golfe : ils n'ont pas traîné pour obtempérer. Mitterrand, après avoir convoqué il y a une semaine tous les députés au Palais-Bourbon écouter au garde-à-vous la lecture de sa déclaration, vient de faire défiler le week-end dernier à l'Elysée tous les chefs des partis politiques français, pour leur faire approuver sa participation à l'opération de police de Bush.

On a la cour qu'on peut !

Car ils se sont tous précipités, évidemment, pour emboucher le même clairon que Mitterrand : Barre approuve *«l'attitude que le président de la République a adoptée... une politique de fermeté ;* Giscard est *«solidaire de toute action» ;* Léotard se *«réjouit de voir la France réagir» ;* ...et Mauroy bien entendu tient à affirmer que tous les socialistes sont *«rassemblés»* derrière leur président.

Finies les querelles politiciennes entre président déchu, président en place, ou candidat malheureux à la présidence, finies les affres de conscience dont les divers leaders socialistes couvrent d'ordinaire leurs querelles de postes, dès que le clairon sonne et que les enfants de la patrie, Elf, Matra, Dassault et compagnie, craignent pour leurs sous.

Le leader du Parti Communiste, Georges Marchais, était aussi du défilé à l'Elysée, lundi 3 septembre. Et s'il avait la trompette en sourdine, c'était néanmoins sans faire de fausses notes. La presse aux ordres et la télé l'ont un peu critiqué, ne l'ayant pas trouvé aussi enthousiaste que les autres, et bien des militants communistes se seront peut-être sentis réconfortés de ces critiques.

Mais le pacifisme plaintif qu'affichent Marchais et *L'Humanité* ressemble seulement aux pleurnicheries de celui qui y va en traînant la patte, mais y va quand même.

L'article de Marchais publié dans *L'Humanité* ce même 3 septembre, sous le titre *«Parlons clair»*, se contentait de se lamenter sur le fait que *«les Etats-Unis ont sauté sur l'occasion de mettre la main sur le Proche-Orient»* ou de regretter, comble d'audace, que la France ait voté la résolution 665 de l'ONU car, dit-il, elle encourage les Etats-Unis à déclencher les hostilités plutôt qu'à chercher une solution négociée.

Certes on peut toujours prier le ciel, ou l'ONU, de nous éviter la guerre. Mais après ?

Si les prières et les cierges se consumment en vain et que la guerre éclate quand même ? (Et Bush ne demandera pas l'avis de Mitterrand, et encore moins de Marchais).

Marchais s'est bien gardé sur ce point-là de «parler clair». Il n'en a pas moins choisi, même si c'est honteusement, son camp : le même que tous les autres politiciens français, le même que le gouvernement.

Car il commence lui aussi, comme tous les autres, son article en condamnant l'intervention de Saddam Hussein au Koweït. Il invoque avec autant d'hypocrisie que les autres le droit *«du peuple koweïtien à décider de son destin»*, alors qu'on n'a jamais demandé l'avis des peuples habitant la région pour créer artificiellement ce Koweït et les autres émirats, pour instaurer des frontières artificielles au gré des compagnies pétrolières et détacher le Koweït de l'Irak : dans les champs pétrolifères les moins peuplés possible, il était plus aisé de piocher les richesses sans en donner la moindre goutte au peuple.

Marchais conclut qu'*«on ne peut pas laisser s'appliquer la loi du plus fort sur le plus faible»*. Comme si ce n'était pas la création du Koweït justement qui avait été la loi du plus fort sur le plus faible. Comme si ce n'étaient pas aujourd'hui les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, et tous leurs alliés, qui veulent imposer le maintien de la loi du plus fort... et du plus riche, la loi des trusts pétroliers.

«On ne peut pas laisser», qu'est-ce à dire alors ? Si des navires ou des caravanes de camions viennent ravitailler l'Irak, que les Etats-Unis et toutes les grandes puissances avec eux veulent affamer, et s'ils tentent de rompre l'embargo que le pacifiste Marchais approuve, faut-il tirer dessus au canon ? Si Saddam Hussein refuse de retirer ses troupes du Koweït, faut-il que l'armée française envahisse le Koweït à son tour ? Et dès aujourd'hui, où la guerre n'est heureusement pas encore une réalité, Georges Marchais est-il pour l'envoi de la marine de guerre française ou pour son retrait immédiat ?

Marchais s'est bien gardé de condamner l'envoi des troupes françaises et d'en demander le retrait. En la matière, qui ne dit mot approuve, et même si c'est en traînant les pieds, le PCF ne fait pas défaut à cette «unanimité nationale», réalisée autour de la participation de l'armée française dans l'expédition du Golfe.

Olivier BELIN

Le PC italien et le Golfe

L'Italie, comme la France, la Grande-Bretagne, et d'autres pays européens, n'a pas voulu être en reste et a envoyé ses navires croiser dans les parages du golfe Persique. La décision a eu l'approbation de tous les politiciens... y compris celle du Parti Communiste. Son secrétaire général, Occhetto, bien que dans l'opposition, s'est abstenu lors du débat parlementaire sur ce sujet. Dans le contexte, tout le monde a considéré cela comme une approbation de l'envoi des navires dans le Golfe.

Il est vrai qu'une vingtaine de parlementaires du PC, conduits par Pietro Ingrao - leader du «Front du Non» qui s'oppose au changement de nom du Parti Communiste préconisé par Occhetto - se sont élevés contre cette décision et n'ont pas pris part au vote. Ce non-respect de la discipline de vote au sein du groupe parlementaire du PC est, paraît-il, sans précédent.

En tout cas, le PC italien, qui ne sait toujours pas comment il s'appellera quand il aura officiellement abandonné l'étiquette «communiste», en a peut-être trouvé une nouvelle : parti du consensus...

ÇA NE S'APPELLERA PAS LA "RIGUEUR", MAIS CE SERA PAREIL !

Rocard et Mitterrand annoncent la couleur

Entre deux mots, il faut choisir le moindre. (AFP)

Cela fait maintenant plusieurs semaines que le gouvernement nous rebat les oreilles avec la prétendue nécessité de payer «les conséquences économiques de la crise du Golfe», ce que tout le monde comprend à juste titre comme l'annonce de mesures d'austérité. Mais voilà que ces mots ont écorché les oreilles de certains ministres socialistes en mal d'une poussée de démagogie. Jospin, Mauroy et quelques autres, pourtant spécialistes en mesures antisociales, ne supportaient plus jusqu'au terme de «rigueur». Au point que Rocard est descendu dans l'arène dimanche 2 septembre pour annoncer qu'il n'était pas question de mots pareils et pour proposer par exemple que tout le monde... roule moins vite de façon à économiser le pétrole, les vies humaines et l'argent de la Sécurité Sociale.

Il faut croire que tout cela ne suffisait pas à ramener l'ordre dans la chaumière socialiste.

Pour couper court à ces pseudo-débats entre ministres sur l'opportunité d'un tour de vis social, Mitterrand vient de trancher en faveur de Rocard et Bérégovoy en envoyant tout son monde plancher sur les façons de faire en sorte que «*la France s'adapte sans délai à la situation au fur et à mesure de son évolution*».

Les vieux mots sont prohibés et les oreilles chatouilleuses de Mauroy ou Jospin ne devraient pas avoir à supporter les termes d'«austérité» et de «*rigueur*» qui selon Rocard «*n'ont pas leur place*». Mais bien évidemment c'est aux vieux remèdes qu'ils connaissent si bien que tous ces politiciens vont avoir recours.

Le gouvernement parle de soutenir l'investissement. Cela ira peut-être avec une baisse de la TVA sur les automobiles pour tous les acheteurs, mais cela se traduira surtout par d'importants cadeaux, fiscaux et autres, aux entreprises et plus généralement aux capitalistes. C'est ainsi que l'impôt sur les bénéfices devrait baisser, ainsi que d'autres charges fiscales. Et, comme toujours quand il s'agit de remplir les caisses de l'Etat, c'est dans les poches de tout le monde, nous dit-on, mais surtout des salariés, qu'on va puiser ; et il faut bien dire que le futur nouvel impôt de quelque 1 %, que l'on projette d'appeler «contribution sociale généralisée» alourdira encore les prélèvements qui amputent le pouvoir d'achat des travailleurs.

Sans compter que sous prétexte de soutenir l'investissement, de protéger les profits des entreprises et de réduire l'inflation, une pression sera faite pour maintenir au plus bas les salaires, même si les prix grimpent.

Le gouvernement parle bien d'augmenter des taxes sur certaines plus-values immobilières et de plafonner certains abattements sur l'ISF ; histoire d'avoir l'air de prendre tout de même quelque chose aux nantis !... Mais il n'y a même pas besoin d'attendre les projets précis pour savoir que pour ces derniers l'addition sera légère... et les exonérations multiples. Bérégovoy, Rocard et leurs amis Jospin et Mauroy ne sont pas à court d'idées dans ce domaine : les travailleurs ont déjà payé pour le savoir !

Henriette MAUTHEY

LES SALES GUERRES DU PARTI SOCIALISTE

Décidément les gouvernements socialistes en France ont l'art de s'attirer la poisse et d'être toujours là pour se charger des plus sales besognes, en premier lieu des guerres coloniales et expéditions militaires diverses.

Certes, les socialistes n'ayant dirigé, en 1945 à 1981, des gouvernements que pendant des périodes relativement brèves, ils en ont bien loupé quelques-unes, au Congo, au Zaïre par exemple, en ont largement partagé d'autres avec la droite, comme les guerres successives au Tchad, commencées sous De Gaulle, continuées sous Pompidou, avant d'être réactivées sous Mitterrand. Mais dans l'ensemble, les plus belles épopées de l'impérialisme français contre les peuples du Tiers Monde, au cours des cinquante dernières années, c'est tout de même à eux qu'on les doit.

A commencer par la guerre d'Indochine, débutée le 19 décembre 1946, par le bombardement du port d'Haïphong au nord du Vietnam, alors que le socialiste Léon Blum venait juste d'être élu chef du gouvernement : cette guerre allait durer jusqu'en 1954, huit ans. Quelques mois plus tard à peine, le 29 mars 1947, commençaient les émeutes de Madagascar, alors encore colonie française, et elles allaient s'étendre et devenir une véritable insurrection sur toute l'île. La répression fit des dizaines de milliers de morts, peut-être entre 100 000 et 200 000.

Le début de la pire des guerres coloniales menées par la France, la guerre d'Algérie, ne peut être attribué au patrimoine socialiste : car le FLN en choisit la date, le 1er novembre 1954, sans avoir la délicatesse d'attendre pour cela le retour des socialistes au pouvoir. Le gouvernement alors n'était que présidé par un radical, Mendès-France (même si celui-ci est devenu depuis l'idole et le maître à penser de tous les leaders socialistes actuels), et son ministre de l'Intérieur n'était qu'un homme du Centre, un nommé François Mitterrand, devenu depuis ce que l'on sait. Mais l'intensification de la guerre d'Algérie, son passage au stade d'une vraie guerre, avec l'envoi massif de troupes, 400 000, 500 000, 600 000 hommes, le rappel des classes, l'envoi de tous les jeunes du contingent et la prolongation du service militaire, avec les villages rasés, la torture... tout cela fut initié sous le gouvernement du socialiste Guy Mollet, venu au pouvoir après les élections de janvier 1956.

(LO)

Durant la guerre d'Algérie.

Non content de sa guerre sanglante, le gouvernement Guy Mollet avait même inventé avec les chefs des gouvernements britannique et israélien de jouer les George Bush en débarquant, en octobre 1956, sur les plages d'Egypte, pour tenter de renverser le chef du gouvernement égyptien de l'époque, Nasser, qui avait eu le culot de nationaliser le canal de Suez dont les capitalistes français et anglais avaient gardé l'exploitation malgré l'indépendance de l'Egypte.

Il est vrai que, pour l'expédition de Suez, le gouvernement français dut rapidement retirer ses troupes, les Etats-Unis ayant jugé qu'ils n'y trouveraient pas, eux, leur compte. Mais aujourd'hui que ce sont les Etats-Unis qui sont maîtres d'œuvre, nos va-t-en-guerre français n'ont pas voulu louper l'occasion d'être sur le même bateau !

LA MENACE DE GUERRE :

NOUS AUSSI NOUS SOMMES AJUSTÉS !

Ça ne pouvait pas tarder. La crise du Golfe et les menaces de guerre là-bas servent déjà à nous demander de nouveaux sacrifices ici.

Cette fois le gouvernement ne veut entendre parler ni d'austérité ni de rigueur. Ce qu'il nous prépare, c'est un ajustement. C'est Mitterrand lui-même, paraît-il, qui a trouvé le mot. La gravité de la crise lui laisse, quand même, le loisir de consulter le petit Larousse.

Mais pas besoin d'écouter longtemps ce que la télé nous transmet des discours de Rocard ou de Bérégovoy pour savoir qui va être ajusté. Ce sont les travailleurs et leurs conditions de vie qui sont visés.

Les salaires vont être remis sous surveillance. L'année passée, ils avaient, paraît-il, augmenté nettement plus vite que le cours de la vie, surtout dans le privé. On est content de l'apprendre !

Il s'agit de faire obstacle à une nouvelle inflation. C'est ce gouvernement, qui a permis une augmentation de 10 à 20 % de l'essence en ce mois d'août, qui nous dit ça. Une augmentation qui a porté sur les stocks de 3 mois que les compagnies pétrolières avaient, elles-mêmes, achetés à l'ancien prix.

En revanche une série de mesures est déjà prévue en faveur des patrons, comme par exemple une baisse de l'impôt sur les bénéfices.

On nous explique que, là, il s'agit de permettre aux entreprises de faire face à une éventuelle hausse du pétrole et de maintenir la croissance de l'économie pour empêcher le chômage. La belle blague.

Ces dernières années le prix du pétrole était redevenu ce qu'il était avant 1973, quand le chômage était négligeable, avant le prétendu premier «choc pétrolier». Mais le chiffre des chômeurs, lui, n'est pas redescendu au-dessous des deux millions et demi. Le prix du pétrole à bon dos pour tenter d'expliquer les tares du système capitaliste. D'ailleurs, dans les milieux financiers et industriels, on évoquait les risques d'une nouvelle récession bien avant l'invasion du Koweït par les Irakiens, depuis le début de l'année que l'économie américaine donne des signes de stagnation.

Ph. Alain Le Bot - GAMMA

Le prix de l'essence est devenu vraiment super, car les gouvernants et les pétroliers ne sont jamais à côté de leurs pompes.

Et ne nous faisons aucune illusion. Accepter les sacrifices qu'on veut nous imposer, cela n'écarterait nullement les risques de guerre au Moyen-Orient.

Cette guerre dépend de ce que les gouvernements occidentaux, et d'abord et surtout le gouvernement américain, jugent de leur intérêt, et de l'intérêt des grandes sociétés, en particulier pétrolières, dont ils sont les valets.

On parle de «drôle de guerre» pour décrire le face à face, sans qu'un coup de feu ait été encore tiré pour le moment, entre les armées américaine et irakienne le long de la frontière koweïto-saoudienne. Mais la dernière fois qu'on a parlé de drôle de guerre, en 1940, la vraie guerre, pas drôle du tout, n'était pas loin.

Tout se passe, en tout cas, comme si on entendait bien nous y préparer. Il suffit de voir la propagande que les médias, journaux comme télés, nous déversent en matière d'information. Le dernier exemple est celui des otages : quand Saddam Hussein les retient, c'est un crime honteux (ce qui est vrai), mais quand il en relâche certains, c'est une manœuvre ignoble. On voudrait nous persuader qu'avec lui il n'y a vraiment pas d'autre solution que la guerre, qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

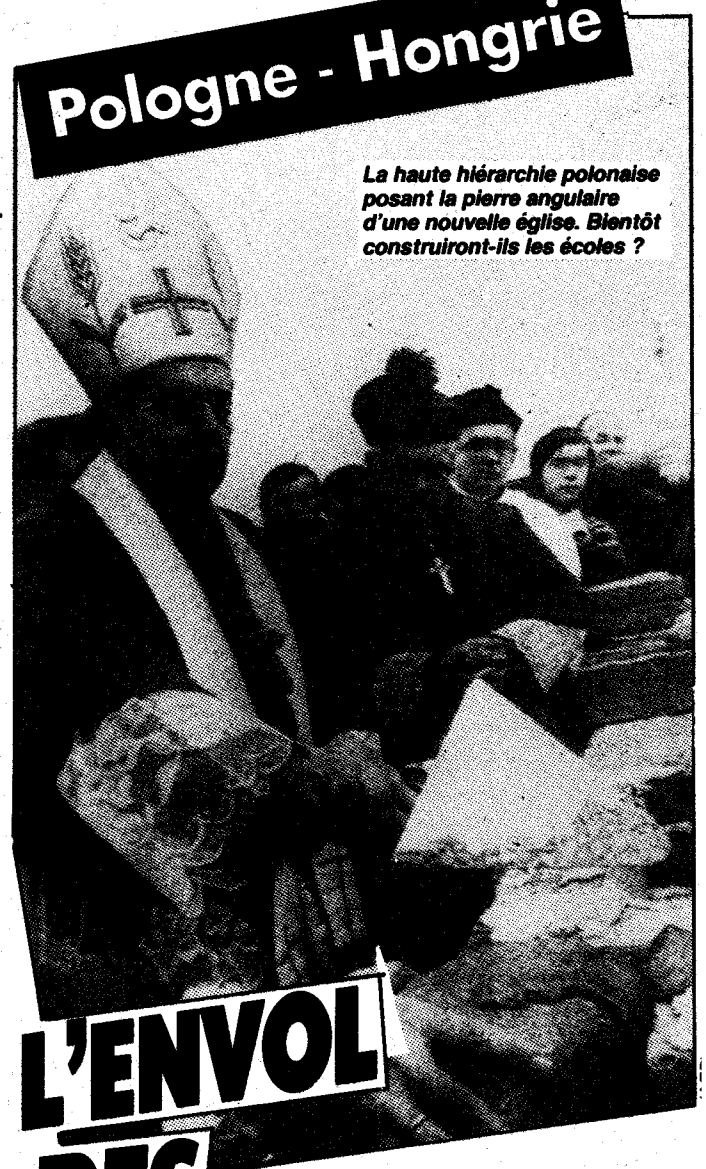
Et la guerre là-bas, ce ne serait pas seulement des morts, par milliers, dans les populations arabes, et des morts aussi parmi les soldats américains. Ce serait encore, très probablement, des morts parmi les soldats français, dont certains sont des appelés. Et en prime, ici, de nouveaux sacrifices pour toute la population.

En fait, la seule chose qui pourrait écarter ce risque de guerre, ce serait que les gouvernements occidentaux sachent que leur population n'est pas prête justement à accepter ces sacrifices.

Mais il n'y a pas que les coups de fusil qui peuvent être ajustés. Les coups de pied au cul aux gouvernants et aux bourgeois, qui sont prêts à prospérer sur un bain de sang, pourraient l'être aussi.

(Editorial des bulletins d'entreprise du 3 septembre 1990).

Pologne - Hongrie



La haute hiérarchie polonaise posant la pierre angulaire d'une nouvelle église. Bientôt construiront-ils les écoles ?

L'ENVOL DES CORBEAUX

La rentrée scolaire se fait sous le signe des bondieuseries en Pologne. Elle a été inaugurée par des messes pour les écoliers dans les églises des paroisses ; des cours de catéchisme vont être donnés une ou deux fois par semaine dans toutes les écoles publiques et tous les jours, des prières seront dites dans les classes lors de la première et de la dernière leçons.

Formellement, tout cela n'est pas strictement obligatoire. Les parents peuvent faire savoir s'ils ne désirent pas soumettre leurs enfants à la propagande cléricale. Mais curés et bonnes sœurs feront officiellement partie du corps enseignant. Et on sait quelle est la force de pression de l'Eglise dans la société polonaise...

En Hongrie, quoique à un degré moindre, l'Eglise fait aussi une avancée spectaculaire. Il y aura deux heures d'enseignement religieux dans les écoles, du primaire au lycée, données par des enseignants choisis par les curés... et payés par l'Etat. Enseignement religieux qui reste théoriquement facultatif, tout de même, sur décision des parents jusqu'à l'âge de 18 ans...

Ainsi, il n'aura pas fallu longtemps aux forces cléricales pour retrouver officiellement tout leur droit de cité dans ces "nouveaux" régimes... qui renouent ainsi, y compris sur ce plan, avec leur passé d'avant-guerre où l'Eglise était étroitement associée au pouvoir de l'amiral Horthy en Hongrie ou du maréchal Pilsudski puis des colonels en Pologne, et où elle régentait librement la vie sociale selon ses vues réactionnaires.

Prochaine étape pour les cléricaux : obtenir l'abrogation des législations en cours sur le droit des femmes à l'avortement. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

C.L.G.

La Conférence des "Pays les Moins Avancés"

AIDES AU DÉVELOPPEMENT... OU À L'EXPLOITATION ?

Organisée par la CNUCED, un organisme dépendant des Nations Unies, la deuxième Conférence des PMA (pays les moins avancés) s'est ouverte à Paris, lundi 3 septembre. Elle doit durer jusqu'au 14 du même mois. C'est dire que l'on y parlera beaucoup, sans pour autant que l'efficacité d'une telle conférence soit proportionnelle à la longueur de ses débats.

(AFP)

La dernière rencontre de ce genre avait eu lieu en 1981. A l'époque, trente-cinq pays composaient ce club des pauvres parmi les pauvres. Aujourd'hui, ils sont quarante et un, dont ving-huit pays d'Afrique. En une décennie donc, six pays pauvres ont rejoint le peloton des pays où le produit intérieur brut ne dépasse pas 500 dollars par an et par habitant, où la part de l'industrie est inférieure à 10 % et où le taux d'alphabétisation n'atteint pas 20 %...

Dans tous ces pays dits «moins avancés», entre 1980 et 1987, la production alimentaire par habitant a diminué, le déficit commercial a augmenté de 1,3 milliard de dollars, alors que leur dette absorbait plus de 70 % de leur richesse intérieure. Tributaires de deux ou trois matières premières non énergétiques pour leurs recettes d'exportation, ces pays ont vu les termes de l'échange se détériorer en leur défaveur d'environ 2,6 % par an.

Alors, de temps à autre, les gouvernements des pays riches font mine de faire un petit geste à leur égard, par des mesures d'annulation des dettes en particulier, dettes d'ailleurs pour le remboursement desquelles ces Etats ont, des années durant, saigné à blanc leur population. Mais cette fausse philanthropie cache des calculs bien sordides. Toutes les classifications inventées par les pays capitalistes d'Occident, entre les pays pauvres aidés (dits en voie de développement), assistés (dits à revenu intermédiaire), voire abandonnés (dits les moins avancés), définissent en fait les possibilités d'exploitation que peuvent encore espérer les Etats et les industriels des pays les plus riches.

Dans de nombreux pays sous-développés, le sort des populations n'est guère plus enviable que dans ceux considérés comme les «moins avancés». Le Zaïre, le Liberia en Afrique, bien des pays d'Amérique Centrale ou du Sud, ou encore des Caraïbes ou du Sud-Est asiatique ne font pas partie des quarante et un pays les plus pauvres. Bien sûr, leur population n'est pas pour autant beaucoup mieux lotie. Mais ces pays ont encore la chance (toute relative) de posséder quelques richesses minières ou agricoles susceptibles d'attirer les industriels et les banquiers occidentaux. C'est le cas par exemple pour le Zaïre et son cuivre, le Liberia et le Gabon pour leur pétrole, ou encore quelques pays d'Amérique Centrale pour leurs productions agricoles...

Ainsi, il y a des pays qui attirent des capitaux et d'autres qui les attirent moins comme le Soudan, l'Ouganda, la Gambie, le Bangladesh, ou encore la plupart des anciennes colonies françaises de l'ex-Afrique équatoriale. Mitterrand a parlé de *«formidable gâchis économique»* à la séance d'ouverture de cette Conférence. Mais tout ce qu'il propose se place dans la logique capitaliste et revient à rejoindre le CNPF qui, lui, met en garde contre ce qu'il appelle *«l'afro-pessimisme»* qui conduit les groupes industriels à fuir l'Afrique subsaharienne...

Voilà les véritables projets des gouvernements occidentaux lorsqu'ils se penchent sur le sort des plus pauvres. Dans cette optique, les aides publiques aux plus démunis, se montant théoriquement à 0,15 % du produit intérieur brut des pays riches, ne sont en fait destinées qu'à maintenir la consommation de quelques castes privilégiées ou bien à permettre aux Etats pauvres d'attirer quelques industriels occidentaux. Dans tous les cas, ces sommes reviennent dans les coffres des capitalistes d'Europe ou des Etats-Unis.

Et si Mitterrand s'est engagé à consacrer non pas 0,15 % mais 0,2 % du produit intérieur brut à l'aide publique aux plus pauvres, ce n'est certes pas à cause d'un sentiment humanitaire qu'il aurait plus développé, mais plus prosaïquement parce que beaucoup de ces pays pauvres sont d'anciennes colonies de la France. En Afrique, sur vingt et un pays classés dans le groupe des PMA, onze (c'est-à-dire plus du tiers) sont d'anciennes possessions du colonialisme français. Pour maintenir non seulement son emprise sur ces pays, mais aussi quelques possibilités d'investissement pour ses propres capitalistes, le gouvernement français se doit d'une petite rallonge qui n'a rien de philanthropique.

Georges LATTIER

MULT SOUS

En Côte-d'Ivoire, dep derniers, face à la fron compris des policiers, à la menace derrière e commencé à manifest dictateur Houphouët- de pouce, il est vrai, financières internatio pouvait servir de dér La Côte-d'Ivoire m des élections libres

Seulement, on ne se refait pas. Vendredi 31 août, une manifestation de 3 à 4 000 personnes, à l'appel commun des quatre partis principaux d'opposition, a été sévèrement réprimée, faisant de nombreux blessés. Et le multipartisme à la sauce Houphouët s'annonce comme une caricature. Dès le mois de juin, les rassemblements de

PAR LE RI

Les cinq grandes "membres permanent Sécurité de l'ONU, Eta Grande-Bretagne et F d'accord sur un proje Cambodge. Ce plan p Il consiste à mettre en un organisme gouver National Suprême", re factions cambodgienn de l'actuel gouvernem Sihanouk, ceux des p l'ex-gouvernement pr Nol, et ceux des Khme dernières factions éta régime de la première, l'intervention vietnam chassé le régime sang Rouges.

Des forces de l'O le même temps statio Cambodge, et une pa gouvernementaux ser l'organisme internatio déroulent des "électio contrôle.

PARTISME CONTRÔLE

les violentes manifestations de mars-avril
énéralisée des employés de l'Etat, y
aniers, militaires, et peut-être surtout face
le la masse des pauvres qui avaient
lans les rues des centres-villes, le vieux
gny a subitement découvert – avec le coup
es conseillers français et des instances
es – que la promesse du «multipartisme»
if à la colère populaire.
he donc en principe vers le multipartisme et
ctobre-novembre prochains.

Côte-d'Ivoire

Stevens/Gamma

La basilique de Yamoussoukro que le Pape devrait consacrer bientôt. Houphouët ne manque pas de place pour implorer un miracle qui rétablirait la situation de son régime.

l'opposition ont été en butte à des agressions, renouvelées en juillet. Selon Laurent Gbagbo, leader du Front Populaire Ivoirien – le plus important de ces partis – le parti au pouvoir, le PDCI, envoie ses «casseurs», et les autorités ne délivrent des cartes d'électeurs qu'aux personnes qui montrent leur carte d'adhérent au PDCI. En revanche, celui-ci organise impunément ses propres meetings de soutien à Houphouët...

Mais les temps ont changé. Les ministres en tournée à travers le pays pour porter la bonne parole ont rencontré des réceptions critiques, et parfois houleuses. Le PDCI lui-même est en proie à de sévères luttes intestines. Houphouët est âgé d'au moins 85 ans ; d'une façon ou d'une autre, il va bien devoir passer la main, et l'avenir est incertain. Les meetings du Front Populaire Ivoirien rassemblent malgré tout des dizaines de milliers de personnes. Et sans doute les hommes de l'appareil cherchent-ils au moins à préserver leur avenir personnel.

Des élections y compris plus ou moins truquées permettront peut-être de se débarrasser «légalement» du vieux despote devenu trop gênant. Et un certain nombre d'aspirants politiciens, d'intellectuels plus ou moins démocrates, peuvent placer des espoirs dans l'instauration d'une éventuelle façade parlementaire. Même pour une partie des pauvres, des sans-travail, la démission d'Houphouët, conspué, traité de voleur dans les rues d'Abidjan, peut apparaître aujourd'hui comme un premier objectif. Mais ils se tromperaient lourdement s'ils en attendaient un réel changement de leur situation.

Les problèmes réels sont là : les paysans sont ruinés, l'Etat est lourdement endetté auprès des puissances impérialistes. Et les projets gouvernementaux, établis sous l'égide du FMI, de la Banque mondiale et du gouvernement français, sont placés sous le signe d'une austérité accrue pour les travailleurs et la population : les salaires et les effectifs des employés de l'Etat doivent être revus à la baisse ; les dépenses de transports, d'électricité, d'eau, etc., doivent être brutalement diminuées. En revanche, l'Etat entend accroître ses ressources en taxes diverses sur le dos de la population et faire encadrer ses fonctionnaires par des «assistants techniques» étrangers, au service des bailleurs de fonds occidentaux, français en premier lieu.

De ce point de vue, les partis qui se présentent comme une relève possible n'offrent pas des perspectives fondamentalement différentes du PDCI. Le Front Populaire Ivoirien, le Parti Socialiste Ivoirien, le Parti Ivoirien du Travail, l'Union des Sociaux-Démocrates, qui doivent au vent nouveau leur reconnaissance officielle, se limitent à dénoncer l'arrogance des hommes en place, leur corruption, et *«les entraves à la démocratie en Côte-d'Ivoire»*.

Dans ces conditions, le regroupement des jeunes écoliers et étudiants, avec la rentrée, a bien des chances de nourrir les ferments de nouvelles révoltes. Et la préparation du congrès du PDCI et des élections de l'automne peut ne pas servir durablement d'exutoire.

Christiane LE GUERN

A GRÂCE DE L'ONU TOUR DES KHMERS ROUGES

Cambodge

(AFP)

'ssances,
du Conseil de
Unis, URSS, Chine,
ce, se sont mises
règlement au
oit un cessez-le-feu.
ace provisoirement
nental, le "Conseil
oupant toutes les
, les représentants
t, comme ceux de
sans de
méricain de Lon
Rouges. Les trois
coalisées contre le
ise en place grâce à
ne de 1979 qui avait
nt des Khmers

devraient pendant
r sur le territoire du
des pouvoirs
nt confiés à
l, jusqu'à ce que se
libres", sous son

La conférence de Paris qui l'année dernière s'était tenue sur la base de propositions identiques avait capoté. C'était au moment où le Vietnam avait amorcé un mouvement unilatéral de retrait de ses troupes du Cambodge, retrait devenu effectif et total à la fin 1989. Dans le cadre de la détente Est-Ouest, et avec l'amorce d'un rapprochement entre la Chine et l'URSS qui s'en est suivi, le Vietnam, pays déjà ruiné par des années de guerre contre l'impérialisme, saisissait l'opportunité de diminuer son fardeau militaire en abandonnant à lui-même le Cambodge et le régime mis en place en 1979.

Les Etats-Unis et le camp impérialiste, qui avaient jusque-là soutenu - politiquement, militairement et financièrement - Sihanouk et ses alliés les Khmers Rouges, devenaient alors favorables à un règlement négocié, remettant en place l'ex-roi du Cambodge et lui associant l'actuel gouvernement cambodgien. Sihanouk, qui aspirait à arbitrer à nouveau les destinées du pays, ayant besoin d'un contrepoids face à l'actuel gouvernement de Phnom Penh et n'ayant pas de forces propres, n'a jamais voulu se séparer des Khmers Rouges, alors que, jusque-là, c'était la condition mise par l'actuel pouvoir cambodgien pour accepter un partage de pouvoir. Et la Chine, elle, n'a jamais cessé non seulement de soutenir politiquement les Khmers Rouges, mais elle a continué à les ravitailler en armes et à les financer.

Les Khmers Rouges, depuis le départ des troupes vietnamiennes, ont tenté de reconquérir des positions militaires à l'intérieur du territoire, et ont lancé un certain nombre d'opérations meurtrières. Ces opérations leur ont permis, paraît-il, d'envisager maintenant sous un angle plus favorable y compris les "élections libres" sous l'égide de l'ONU.

Les USA depuis juillet font pression sur la Chine et donc sur les Khmers Rouges, pour leur faire accepter un compromis à partir des rapports de forces actuels. Ils ont entamé des pourparlers directs avec le Vietnam, et ont menacé la coalition sihanoukiste de lui retirer son soutien diplomatique et politique, si elle n'accepte pas maintenant un accord.

Le résultat de toutes ces tractations, c'est que les cinq membres du Conseil de Sécurité sont maintenant d'accord pour faire admettre, sous leur autorité, un gouvernement comprenant y compris des Khmers Rouges, ceux-là mêmes qui ont exercé la pire des dictatures contre leur peuple, et qui sont responsables de la mort de deux millions de personnes sur les neuf millions que comprenait alors le Cambodge. Cela se déroule pratiquement au moment même où ce même Conseil de Sécurité, condamnant Saddam Hussein, voudrait nous faire croire qu'il va faire barrage à sa dictature.

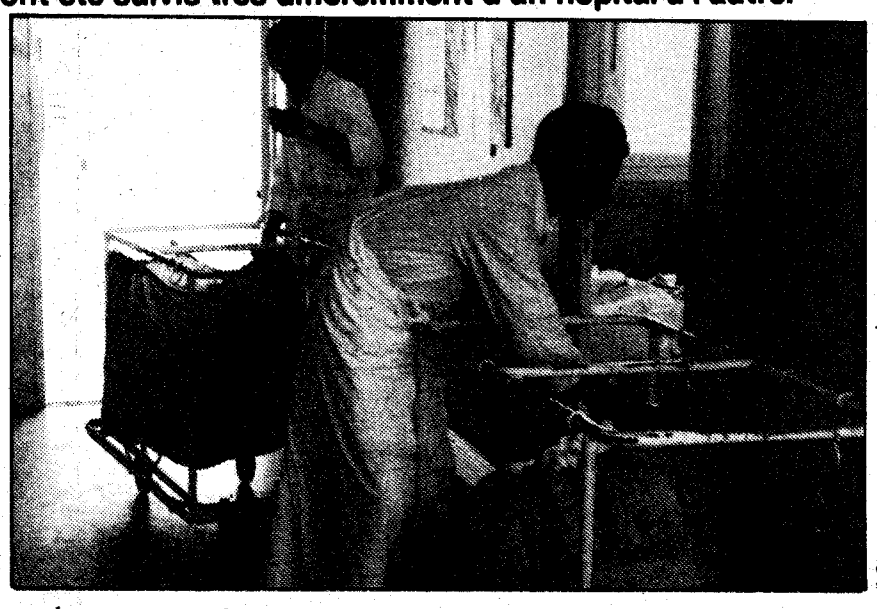
Le "maître" de Bagdad, pour être aussi un boucher sanglant et un bourreau de son peuple, ayant fait massacrer des Kurdes à l'arme chimique et fait assassiner des communistes et des opposants, n'en est pourtant pas à avoir massacré à une telle échelle que les amis de Pol Pot, eux que le Conseil de Sécurité remet aujourd'hui en selle pour le pouvoir. Cela en dit long sur la sollicitude du Conseil de Sécurité pour le peuple irakien ou pour n'importe quel peuple de la planète, dont il se moque autant que de l'avenir du peuple cambodgien.

Louis GUILBERT

A l'Assistance publique

LE MÉCONTENTEMENT DANS LES HÔPITAUX

☐ Tout au long de l'été, les hôpitaux de l'Assistance publique ont connu en région parisienne des mouvements divers. Ces mouvements, commencés parfois en juin, ont touché diverses catégories de personnels non soignants et ont été suivis très différemment d'un hôpital à l'autre.



(LO)

Dans le personnel administratif d'abord, dans certains établissements, le mouvement de juin (voir LO n° 1149) a été "suspendu", dans d'autres il a continué sous forme de fermeture des Caisses ou de non-enregistrement des factures. Une manifestation nationale est prévue pour le 27 septembre.

Par ailleurs, dans le personnel ouvrier, le mouvement a été lancé par les syndicats, la CGT la plupart du temps, mais aussi FO, et a reçu le soutien du syndicat CRC. C'est le problème du statut, la refonte des grilles jugée insuffisante qui ont provoqué les mouvements : débrayages et manifestations à l'Avenue Victoria (Siège de la direction de l'AP) avec des casseroles, inauguration de "sculptures" (avec des banderoles *"Le PO en grève pour un bon statut"* comme à la Salpétrière) dans les cours d'honneur ou dans les halls comme à Bicêtre.

En quoi consiste le mouvement en dehors de ces actions ? Cela va des 55 minutes dans le hall, toutes lumières éteintes comme à Beaujon, aux repas non servis comme à Bicêtre ou au pique-nique et "plat unique" comme à la Pitié-Salpétrière.

Enfin, un mouvement est en cours dans les Blanchisseries. L'Assistance publique fait laver son linge dans trois centres regroupés : l'un aux Blanchisseries Mac Donald – le plus gros centre –, un autre à la Salpétrière et le dernier à Charles-Foix à Ivry. Le personnel qui y travaille est très mal payé. Fin mars, il avait fait grève pour une amélioration de ses conditions de travail (notamment contre un changement d'horaires) et pour l'embauche des non-titulaires.

Aujourd'hui, en recevant leur feuille de paie, certains grévistes ont vu leur salaire amputé, parfois même jusqu'à plus de 2 000 F. Au moment des impôts, de la rentrée des classes et de la rigueur annoncée par Rocard, ça a été le coup de colère. Sous l'impulsion de la CGT, mais aussi de FO, la grève est partie dans les deux premiers centres, rejoints en début de semaine par Charles-Foix.

A la Salpétrière, le linge est empilé devant les locaux vétustes sous la surveillance d'un piquet de grève, les abords de la Blanchisserie étant barricadés derrière une triple rangée de chariots à linge retournés. Une entrevue direction et syndicats doit avoir lieu mercredi 5 septembre.

★ ★ ★

Bien sûr, durant l'été, ces mouvements ont surtout mobilisé le milieu syndical et militant. Chaque catégorie est restée isolée des autres, celles qui sont aussi en mouvement, et a fortiori aucune ne songe à s'adresser aux personnels soignants. Malgré tout, une agitation notable a subsisté dans les établissements.

Les raisons de mécontentement n'ont pas changé et existent chez tous les personnels. Des réunions vont se tenir durant tout le mois de septembre. Et l'objectif serait qu'il puisse en sortir un mouvement rassemblant tous les hospitaliers.

(Correspondant LO)

Echos des entreprises

DE L'EMBAUCHE

A peine rentrés de vacances, on nous demande de travailler plus.

A l'Emaillerie, toute la semaine il fallait faire du rab le soir et gratter le samedi jusqu'à 19 h.

Pensent-ils que nous avons pris des vacances doubles pour nous faire redémarrer en trombe ?

S'il y a du travail tant que cela, ce ne sont pas les chômeurs qui manquent !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CEPEM - St-Jean-de-la-Ruelle)

VRAIES FAUSSES PLACES ASSISES

Dans la poursuite de sa politique d'optimisation commerciale, la direction ne recule devant rien. Ainsi, elle a étendu la notion de surréservation, qui auparavant garantissait aux voyageurs dans le pire des cas un strapontin pour s'asseoir dans un train, quand toutes les places étaient occupées.

Mais voilà que la direction attribue maintenant des surréservations dépassant le quota disponible (en espérant qu'elles soient comblées par des voyageurs défaillants).

Conséquence : le voyageur ayant une surréservation risque de n'avoir aucune place...

Autant dire à l'usager : "Je vous réserve une place... mais vous resterez peut-être sur le quai...".

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Rennes)

DU PROVISOIRE QUI DURE

Au bâtiment 10 les mécaniciens d'entretien ont un atelier tout neuf. Tellement neuf qu'il n'est même pas fini d'être construit. Il n'y a que 3 murs, au lieu de 4, des ouvertures dans le béton font office de fenêtres et les peintures seront sans doute faites quand tout le mobilier sera installé.

C'est ce chantier (visible en entrant sur le centre) qui a été transformé en squatt pour les machines venant du 32 (en travaux pour la formation) et c'est dans ce bric-à-brac qu'il faut travailler depuis plusieurs mois sur tours et fraiseuses non scellés et branchés sur des câbles qui pendent.

Bref, c'est l'atelier 3 étoiles. A la première pluie on aura en plus la piscine, avec vagues, s'il y a du vent.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNECMA - Villaroche)

En bref

SUPPRIMER LE PARIS-LILLE, C'EST POSSIBLE

Le train Paris-Lille de 17 h 20, généralement bondé, a été supprimé par la SNCF, puis rétabli.

Ce train se compose de deux tronçons : l'un va à Dunkerque, l'autre à Lille.

Delebarre, maire de Dunkerque mais aussi ministre des Transports, a estimé le tronçon dunkerquois insuffisant et demandé à la SNCF de le renforcer. Celle-ci a tout bonnement envoyé la totalité du train à Dunkerque, en supprimant Lille comme une petite gare qu'on abandonne. Mais alors Mauroy, maire de Lille, a protesté, et tout est revenu comme auparavant.

Moralité : on manque de places dans bien des trains et la SNCF qui méprise les usagers est à plat ventre à la moindre remarque d'un ministre.

SALAIRES DE RIEN

Françoise Giroud, ancien ministre, raconte dans un livre de souvenirs une anecdote : en 1978 lors d'une réunion avec Giscard d'Estaing à propos du SMIC, Giscard était partisan de l'augmentation du SMIC à 3 000 F (à l'époque...).

Un de ses arguments : *"Qu'est-ce que c'est que 3 000 F, c'est ce que nous donnons à nos enfants chaque mois"*.

Quel aveu : le SMIC n'est même pas un salaire. C'est tout juste ce qu'un fils à papa touche comme argent de poche. Du moins dans le milieu des "smicards d'Estaing".

L'ODEUR N'AURA PAS D'ARGENT

Des riverains de l'immense décharge de Montchanin ont décidé de ne pas payer leurs impôts locaux. Condamnés à supporter les odeurs nauséabondes, ils ne peuvent même pas revendre leurs habitations dépréciées.

Leur municipalité leur rendant un mauvais service, ils ne payent pas, c'est normal. Un raisonnement qu'on pourrait appliquer à l'Etat : quels services nous rend-il pour l'argent qu'on lui donne ?

Hospices civils de Lyon

LE DROIT À L'AVORTEMENT SUPPRIMÉ AU MOIS D'AOÛT

Tous les ans à Lyon, au mois d'août, il est difficile pour les femmes de faire pratiquer une IVG du fait de la fermeture des centres. Mais cette année, la situation a été encore plus catastrophique ; sur les sept centres, seul celui de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu est resté totalement ouvert. Les femmes ont été obligées de s'adresser à d'autres hôpitaux de la région Rhône-Alpes .(Chambéry, Saint-Etienne, Annemasse...). Et quand, suite à toutes ces démarches pour avoir un rendez-vous, le délai était dépassé, certaines femmes ont même dû aller en Angleterre.

Devant la détresse des femmes, le Planning Familial s'est mobilisé, a fait une campagne de presse et a sollicité les autorités. Le préfet et la direction des Hospices Civils de Lyon ont promis de veiller à ce que cela ne se reproduise pas l'an prochain. Car en fait, la fermeture des centres était due au non-remplacement des médecins et du personnel en vacances.

Mais s'il y a des promesses pour le mois d'août de l'an prochain, la situation risque d'être critique toute l'année en raison de la fermeture du centre de la clinique privée Saint-Maurice. Cette clinique pratiquait 1 400 IVG sur 4 300 par an à Lyon, mais elle faisait payer le prix fort à la Sécurité sociale en comptant un forfait de deux jours alors que beaucoup de femmes ne restent que quelques heures. La Sécurité sociale a réclamé le remboursement du trop-versé et du coup la clinique Saint-Maurice menace de ne pas réouvrir son centre si elle doit payer ses arriérés... Elle a d'ores et déjà renvoyé les médecins qui pratiquaient les IVG !

Depuis 1975, existe une loi légalisant l'avortement, les Hospices Civils de Lyon ont attendu six ans avant d'ouvrir des centres d'IVG (en grande partie en raison de l'hostilité des chefs de service). Quinze ans après, les hôpitaux publics ne se sont toujours pas donné les moyens de permettre aux femmes qui le souhaitent de pratiquer une IVG !

Chèques Postaux - Rouen

DES NOTES DE SERVICE À REMBALLER !

Aux Chèques Postaux de Rouen, au début du mois de juillet, la direction faisait afficher deux notes de service qui visaient à limiter le nombre de personnes en temps partiel. Elle imposait un quota à ne pas dépasser chaque jour de la semaine, et des conditions plus contraignantes de récupération des repos compensateurs (dons du sang, surveillance des concours, permanence du samedi, etc.). Dans les faits, cela se traduisait par une diminution des temps partiels accordés aux agents et par l'impossibilité de prendre nos repos compensateurs comme nous le souhaitions.

Malgré les congés, ces mesures ne sont pas passées inaperçues : des protestations avaient lieu dès la parution des notes et après les premières suppressions de temps partiels : début août, la CGT faisait circuler une pétition demandant la suppression de ces mesures. Elle fut largement signée dans les services. Et c'est à plus d'une centaine que, lundi 13 août, nous sommes allés les porter à la direction, interrompant une réunion de cadres et réclamant des explications. Comme la direction refusait de répondre, il fut décidé de recommencer avec la brigade d'après-midi et le lendemain.

Le 14 août nous étions toujours plus d'une centaine à faire le siège de son bureau. La direction annonça qu'elle recevrait les syndicats l'après-midi.

Suite à cette entrevue elle revint sur quelques cas de temps partiels pour cette année (en précisant que cela serait remis en cause l'année prochaine). Mais il restait encore au minimum une dizaine de temps partiels supprimés et la direction ne revenait pas sur la note concernant les repos compensateurs.

Cette réponse ne satisfait donc personne... Un problème à régler à la rentrée.

Correspondant LO

Pollution à Petit-Couronne (Seine-Maritime)

CINQ ANS POUR ARRÊTER UNE FUITE, SHELL CHAMPION DU MONDE !

(AFP)

Depuis l'explosion, au début du mois d'août, de la cave d'une maison à Petit-Couronne (banlieue de Rouen), le pompage des hydrocarbures infiltrés dans le sol se poursuit à raison de 50 m³ par jour. On a trouvé une fuite dans une des canalisations souterraines de la raffinerie Shell. On en cherche d'autres et, à ce jour, on ignore encore l'ampleur de la pollution : jusqu'où la nappe phréatique est-elle atteinte, jusqu'où les émanations de gaz se répandent-elles ?

Du côté des autorités administratives et de la Shell c'est, maintenant, le branle-bas de combat. Toute l'énergie que les unes et les autres déploient est sans doute destinée à compenser celle qu'ils ont laissé filer à travers le sol depuis au moins cinq ans !

Les habitants de Petit-Couronne savaient depuis des années que la Shell polluait l'air et l'eau. Mais, du patron de la Shell au préfet, il y a tout un tas de «responsables» qui font semblant de découvrir ce fait aujourd'hui.

Dès 1981, des rapports des services de la direction départementale de l'Equipement faisaient état d'une présence d'hydrocarbures 3 fois supérieure à la norme dans l'eau distribuée à Petit-Couronne.

Il a fallu attendre 1986 pour qu'à la suite d'analyses plus poussées, une plainte soit déposée et un rapport d'expert demandé. Dès ce moment-là le préfet avait assez d'éléments pour prendre un arrêté et imposer à la Shell de vérifier ses installations. Pas question : *«Pas de travaux, pour ne pas gêner l'expertise»*. L'expertise est achevée et conclut à la pollution par hydrocarbure de la nappe phréatique. Le tribunal a estimé que ce n'était pas assez probant pour condamner la Shell. C'est pourtant la seule raffinerie dans le secteur...

La seule décision qui a été prise, c'est de cesser de puiser l'eau dans la nappe phréatique de Petit-Couronne. Les habitants y gagnent une eau meilleure, mais le sous-sol continue de s'imbiber.

Il faut savoir qu'un changement de nappe phréatique, c'est une décision assez exceptionnelle et que la pollution par hydrocarbure est très longue à se résorber. Ça n'a pas inquiété grand monde parmi tous ceux qui le savaient, les patrons de la Shell, les responsables administratifs, les élus.

En juillet dernier les émanations de gaz étant de plus en plus fortes dans certains quartiers, des analyses ont été effectuées : dans certains endroits on décèle jusqu'à près de 100 % d'explosivité. La seule chose qui a été décidée, c'est de conseiller à la population de *«bien aérer»*. Un habitant en vacances n'a pas entendu ce précieux conseil : sa cave a sauté.

Même à ce moment-là le directeur régional de l'Industrie et de la Recherche – le principal responsable des contrôles antipollution de la région – déclarait : *«Cette pollution est complexe, les événements récents sont sans doute le fait d'une conjoncture climatique : les grandes marées d'équinoxe, la sécheresse... Nous avons demandé à la Shell de vérifier l'étanchéité de ses installations. Ce sont des mesures longues et coûteuses qui n'ont pu être ordonnées avant...»*.

Ça ne fait que cinq ans que tous ces messieurs ont dans leurs tiroirs des rapports qui prouvent qu'il y a infiltration d'hydrocarbures.

Bref, plus les habitants de la région rouennaise en apprennent sur cette fuite, plus ils ont de quoi être inquiets. Heureusement que leur région a été déclarée «zone à haut risque» de catastrophe. Qu'est-ce que ça serait si elle n'était pas sous haute surveillance antipollution ?

Snecma

ILS PARLENT DÉJÀ DE NOUS FAIRE PAYER LA CRISE DU GOLFE !

La direction de la SNECMA, société nationale qui fabrique des moteurs d'ayions, n'a pas traîné pour décrire les conséquences que pourra avoir le conflit dans le Golfe. Dans une note au personnel datée du 27 août, elle écrit que *«les événements du Moyen-Orient auront des conséquences pour la SNECMA»* et tient à *«rappeler les éléments les plus importants parmi ceux qui ont une influence sur la vie de la société»*.

Après y être allé de son petit couplet sur les deux agents de la SNECMA qui sont retenus au Koweït, elle s'inquiète des conséquences de l'embargo (la SNECMA devait livrer à l'Irak des moteurs d'avions militaires) : *«Les effets sur le chiffre d'affaires sont importants»*. Et pour être sûre qu'on a bien compris le message, elle insiste sur les *«aspects indirects : baisse du dollar et hausse des prix du pétrole»*.

Bref, avant même que l'on soit fixé sur l'évolution de la crise du Golfe, la direction se saisit de l'occasion pour nous dire que les temps vont être difficiles et laisse entendre qu'il va falloir se serrer la ceinture. Mais la SNECMA, ce n'est pas l'armée. Et avant de nous faire marcher au pas...

Correspondant LO

Peugeot - Sochaux

LES VENTS DE LA RENTRÉE

Bien involontairement, la direction de Peugeot a donné aux ouvriers une occasion de rire dès la première semaine de reprise du travail. Une tornade était annoncée. Par qui, mystère ; en tout cas la direction, hantée par le souvenir des inondations de février dernier qui avaient arrêté l'usine pendant au moins une semaine et causé quelques dégâts, a cette fois pris les devants. Vite, des bureaux placés sous des gouttières ont été bâchés, des voitures neuves retirées de dessous des arbres, et les blouses virevoltantes des agents de maîtrise s'activèrent dans quelques secteurs où la tornade annoncée aurait pu s'engouffrer dans les ateliers. Mais ce fut là le seul déplacement d'air notable dans la journée, la tornade redoutée ne s'étant pas formée !

Par contre, dans le nouvel atelier de carrosserie, un vent de contestation s'est remis à souffler contre un système de pénalisations qui réduit une prime payée auparavant selon un barème fixe aux ouvriers assujettis au travail en chaîne.

Pour raisons de débrayage, de maladie, d'absences autorisées légalement, des ouvriers ont vu leur paie amputée par le nouveau calcul de cette prime. La pétition lancée à l'initiative de deux militants syndicaux a vite recueilli les signatures de plus de la moitié des quelque 300 ouvriers de la première équipe. La suivante s'apprête à s'exprimer de la même façon et les agents de maîtrise ont commencé à reculer verbalement.

Des grévistes de l'an dernier pensent d'abord à manifester d'une façon ou d'une autre l'anniversaire du déclenchement de leur grève en septembre 1989 et le mécontentement des travailleurs ne se manifeste pas encore en tornade.

Mais un petit vent de contestation dès la rentrée ne peut-il pas, qui sait, annoncer un automne orageux ?

Correspondant LO

Agriculteurs : LES COUPS DE COLÈRE, ÇA PEUT PAYER...

Henri Nallet est sensible à la pression des agriculteurs.

(AFP)

Face au mécontentement des agriculteurs victimes de la sécheresse et de la baisse des cours de la viande bovine et ovine, le gouvernement vient de faire un geste en débloquant 1 milliard de francs sous formes diverses : report de cotisations sociales, aménagement des dettes, fourniture de céréales à bas prix, etc. C'est encore loin de ce que réclamaient les éleveurs, mais c'est néanmoins un geste qui montre que ceux-ci ont trouvé les moyens de se faire au moins un peu entendre.

Il faut dire qu'ils ont montré leur colère à multiples reprises, envahissant des préfectures, bloquant des ponts, barrant des routes, s'emparant de cargaisons de viande importées... Actions de commandos, manifestations, affrontements avec les CRS se sont multipliés ces dernières semaines jusqu'à la grande journée de protestation du 29 août dernier.

Les dirigeants syndicaux imploraient le ministre avec l'argument : «On n'arrive plus à tenir nos gars, ils sont à bout», en promettant une «contestation de plus en plus désespérée et sauvage».

Le ministre a fini par recevoir le message, et la colère et la détermination des éleveurs ont payé... un peu. Cela peut être un encouragement à continuer. Quant aux salariés qui ont une note encore plus salée à présenter au gouvernement et aux patrons, ils pourraient peut-être s'en inspirer...

Dominique.CHABLIS

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

ACCIDENT SNCF

LA VOIE UNIQUE ÇA EXISTE ENCORE ÇA TUE ET ÇA MUTILE TOUJOURS

Un mort et 70 blessés, tel est le bilan de la dernière catastrophe ferroviaire survenue mardi 4 septembre à Saint-Marcellin dans l'Isère. Sur une voie unique, deux trains se sont télescopés. L'un faisait la ligne Saint-Gervais – Nice, l'autre, le "Talgo", Barcelone – Genève. Le conducteur de la motrice du premier est mort dans la collision. Le conducteur du second a juste eu le temps de sauter de sa machine après avoir serré les freins à bloc.

En principe le train Saint-Gervais – Nice aurait dû attendre le croisement avec le "Talgo" en gare de Saint-Marcellin jusqu'à son passage. Pourquoi est-il reparti avant ? L'enquête est ouverte.

Comme à chaque fois, la SNCF est à la recherche de "l'erreur humaine" qui pourrait la dédouaner de sa responsabilité. Mais quelles que soient les explications qui pourront être découvertes après coup, on ne peut s'empêcher de se rappeler de la catastrophe de Flaujac, intervenue elle aussi sur un réseau à voie unique. C'était en 1985, près d'une petite gare du Lot, et il y avait eu 31 morts et 91 blessés graves.

La SNCF s'était alors engagée à supprimer progressivement les voies uniques, et en attendant, à mieux les équiper de systèmes radio, permettant aux cheminots de communiquer d'un train à l'autre, et d'un train aux gares. Or la Fédération des cheminots CGT, dans un communiqué concernant le dernier accident, a relevé que la ligne n'était toujours pas équipée de liaison sol-train.

De 1985 à 1990, la SNCF et les pouvoirs publics, desquels elle dépend, n'ont donc réussi ni à supprimer les voies uniques, ni même à équiper de liaisons les trains qui y circulent. C'est sans doute que ce n'est pas considéré comme prioritaire, et que d'autres passagers, d'autres cheminots, devront encore payer pour cette cause évidente de catastrophes que représentent aujourd'hui les tronçons de voie unique sur un réseau de chemins de fer roulant à grande vitesse.

En cinq ans on peut mettre en œuvre une loi de programmation militaire qui coûtera cinq cents milliards de francs destinés à fabriquer des tonnes de chars, de missiles, d'obus, d'avions de combat, tous destinés à partir en fumée, mais on ne peut pas régler un problème de sécurité élémentaire qui coûte infiniment moins cher.

L.G.

Dans notre courrier

LA CÔTE D'AZUR BÉTONNÉE

Un lecteur habitant la Côte d'Azur nous envoie son témoignage sur la rage spéculatrice que subit aujourd'hui sa région. Il se passe de commentaire !

"La Côte dite d'Azur est devenue depuis environ six mois un vaste chantier. On ne compte plus les grues ; les panneaux d'agence *"Ici construction de résidence de luxe"* sont légion. Le moindre mètre carré d'arbres est transformé en béton ; les promoteurs se plaignaient d'un arrêt de l'immobilier ces cinq dernières années, en réalité ils achetaient et spéculaient en prévision du grand marché de 1992.

Un exemple, l'Esterel, qui a brûlé ces dernières années, se transforme en terrain de golf avec résidences pour richissimes acheteurs. Tous les maires veulent des constructions, des ports, etc. au mépris de la nature et de la logique ; on prévoit une construction (marina plus port) dans la mer entre Antibes et Cagnes-sur-Mer. Le projet s'est déjà réalisé à Golfe-Juan.

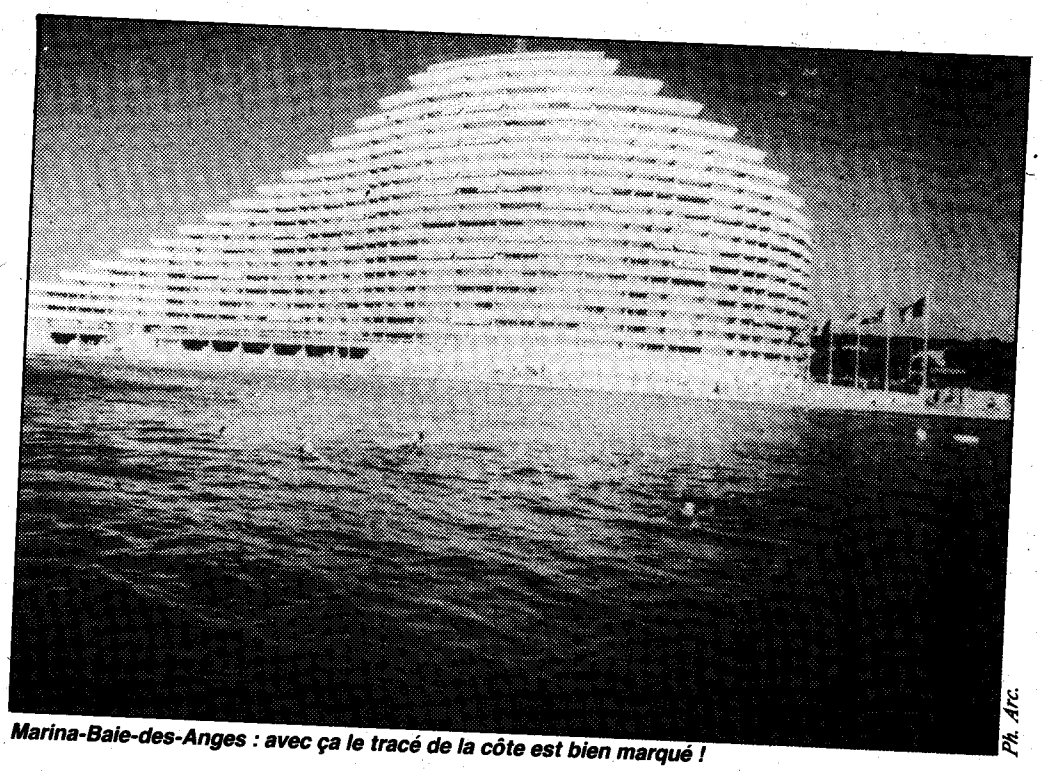
Par ailleurs on supprime des campings ; la clientèle visée est une clientèle aisée... Les conseils municipaux sont devenus des agences immobilières. *Libération* a parlé de bunkerisation de la Côte. J'ajouterai : plus le moyen et bientôt l'arrière-pays.

Bien entendu, les loyers augmentent : 2 500 F à 3 000 F par mois pour de simples studios, des agences demandent parfois que le demandeur ait un salaire de trois fois le loyer : 2 500 F × 3 = 7 500 F net...

Autre exemple : à la Bocca, quartier ouvrier de Cannes, les promoteurs ont en vue la zone industrielle proche de la mer, dont la gare de triage SNCF, etc. Dernièrement, on apprend que d'ici peu les entreprises vont déménager dans l'arrière-pays. Ça va spéculer durement, aussi bien du côté des patrons, des mairies et des promoteurs...

Cet afflux de résidents, dix mille par exemple pour un vaste complexe entre Golfe-Juan et Juan-les-Pins, posera à longue échéance de sérieux problèmes : routes saturées, absence de réseaux de bus réguliers... Du côté de la SNCF ça spécule aussi. Il est question de supprimer certaines gares, surtout les petites. Les trains ont toujours du retard, par manque de personnel les motrices tombent en panne. Il est aussi question d'enterrer les trains dans un tunnel. A 20 000 F le mètre carré, on comprend pourquoi !

Les ouvriers, employés sont obligés de loger petit à petit dans l'arrière-pays. D'une part beaucoup d'HLM sont transformées en co-propriétés, d'autre part les routes sont saturées dès 8 heures du matin (1 h à 1 h 30 de Grasse à Cannes - 15 kilomètres !). (...) Les promoteurs et maires sont clairs à ce sujet : le bord de mer aux bourgeois, et pour ceux qui y travaillent l'arrière-pays avec trajet en plus. Comme les capitalistes sont clairvoyants malgré tout, à moins qu'ils ne trouvent que la main-d'œuvre ne vient pas assez vite, allez hop ! construction d'une pénétrante Cannes-Grasse - avec expropriation, bulldozers, nuisances, saccage de la nature, etc. alors que la SNCF a abandonné l'exploitation d'une ligne régulière entre ces deux villes.



Marina-Baie-des-Anges : avec ça le tracé de la côte est bien marqué ! *Ph. Arc.*

Les exemples ne manquent pas, un roman ne suffirait pas, mais l'horizon en l'an 2000 sera une côte réservée aux bourgeois et un arrière-pays où seront parquées les populations laborieuses de la région. La frontière sera matérialisée par la ligne TGV et l'autoroute A8 bis. La Côte d'Azur est un exemple de la gabegie capitaliste où la recherche du profit est maximum au mépris des populations et de la nature.

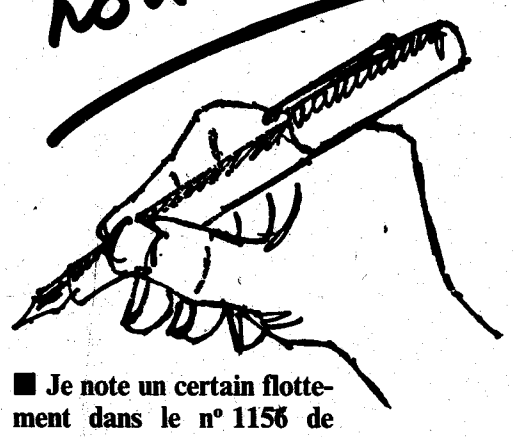
Je ne parle pas de l'aérodrome de Mandelieu bientôt transformé en aéroport commercial, ni du port de Fréjus avec Léotard derrière. Certains électeurs de gauche pensaient qu'un gouvernement de gauche freinerait l'appétit des requins, il n'en est rien. Les maires, promoteurs, etc. passent outre aux jugements des tribunaux, ils bétonnent.

C'est le système qui est à bétonner, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme avec course aux profits !

Amitiés révolutionnaires.

Christian
(Juan-les-Pins)"

Dans notre courrier



À PROPOS DU KOWEIT ET DES SALARIÉS DE THOMSON

■ Je note un certain flottement dans le nº 1156 de *Lutte Ouvrière* à propos de la guerre entre le Koweït et l'Irak. En page 2, en effet, j'ai lu avec intérêt l'éditorial somme toute pacifiste d'Arlette Laguiller, or quelques pages plus loin je tombe sur un article fait de compassion à propos des employés de la société Thomson retenus dans les deux pays cités plus avant. Que l'on s'inquiète sur leur sort, c'est assez normal si l'on est de la famille, mais à part ça force est de constater que nous avons là un personnel souvent surpayé de cadres et de techniciens qui œuvrent pour le plus grand bonheur des marchands de canons. Un personnel qui à l'exemple des mercenaires connaît les risques encourus et les accepte au tarif le plus élevé. Un personnel, par ailleurs, peu soucieux, lors de ses expérimentations d'engins de guerre, des retombées et des victimes. Ironie de l'Histoire, ces cadres et techniciens se retrouvent coincés sur leur lieu de travail devenu lieu de guerre ; bénéficieront-ils des retombées de leur propre technologie ? La question est posée. Je souhaite que cet actuel conflit les fasse réfléchir à propos de leur rôle dans la destruction du genre humain. Qu'ils nous reviennent, certes, vivants et pacifistes, avec une idée de reconversion professionnelle en tête, c'est ce que je souhaite à ces «cols blancs» de l'armement, laquais d'un patronat meurtrier.

Sincères salutations pacifistes et libertaires.

C.N.

(Permanent du *Monde Libertaire*).

P.S. : Une documentaliste à l'ONERA (centre de recherche de l'armement financé à 70 % par le ministère de la Défense) gagne un salaire de départ de 9 000 F brut... une simple documentaliste débutante ! Alors en ce qui concerne les cadres et les techniciens sur le terrain, je vous laisse imaginer la galette entre le salaire et les primes.

☐ *Pour nous, ce n'est pas contradictoire de dénoncer la préparation à la guerre faite par l'impérialisme occidental, de prendre résolument position contre, et de dénoncer en même temps le peu de cas qu'il fait de la peau de ceux qu'il considère comme ses serviteurs.*

Qu'ils y aillent en chantant ou en gémissant, qu'ils soient à l'avant ou à l'arrière, appelés ou militaires de carrière, qu'ils fabriquent les armes dans la région parisienne ou qu'ils les installent sur le «théâtre des opérations», qu'ils écrivent du baratin dans les journaux ou enseignent «l'amour de la patrie» aux enfants de «la laïque» ou de l'école des curés, qu'ils produisent des tanks, des camions militaires ou des voitures particulières, ou même n'importe quoi d'autre, tous ceux qui travaillent, œuvrent aujourd'hui pour le profit du capital, et après avoir engraissé le «veau d'or» peuvent demain en être les victimes expiatoires dans une de ces boucherie guerrières qui reviennent presque comme les radis, tant que subsiste ce système social.

Le problème n'est pas alors de faire de la morale aux futures victimes et de leur demander ce qu'ils n'ont pas pu ou pas su faire jusque-là, c'est-à-dire de trouver une autre façon d'être adapté au système. Le problème c'est de les dresser contre et de les entraîner à ne pas accepter le sort qu'on leur prépare. Et pour cela, c'est à eux qu'il faut s'adresser, à partir de ce que la situation leur révèle, et en fonction de la révolte qu'elle est susceptible de provoquer en eux.

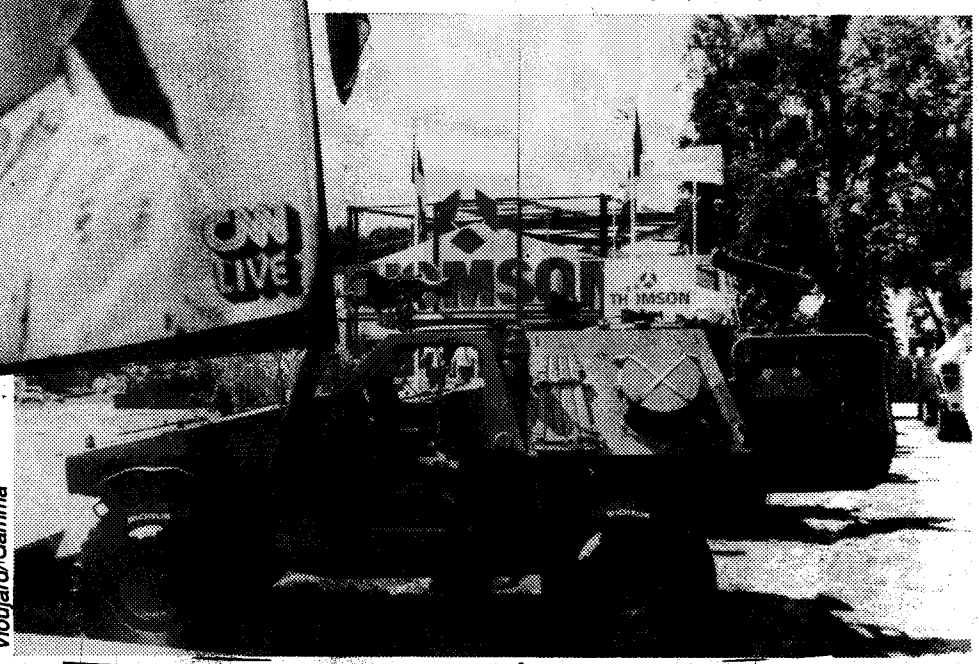
Car la guerre, si on ne veut pas la subir, on ne peut se contenter de la dénoncer, c'est à l'empêcher que l'on doit viser. Qui mettra «crosse en l'air», qui arrachera le pouvoir à ceux qui nous entraînent vers l'escalade meurtrière ?

«Si tu veux la paix, prépare la révolution», *disait Lénine. Ça reste toujours vrai. Tel est notre pacifisme à nous.*

(AFP)

Otages français présentés à la télévision irakienne.

Certes, Thomson, et bien d'autres, vendent des armes partout dans le monde. Mais les salariés – qui n'ont pas forcément le choix – sont-ils responsables pour leurs patrons ?



Vioujard/Gamma

Un film soviétique

LA LIBERTÉ C'EST LE PARADIS

C'est une vue particulière sur l'URSS, du Sud au Nord, que nous livre le film *«La liberté c'est le paradis»* de Sergueï Brodov.

D'une «école spécialisée» située à Alma-Ata – en fait une prison pour jeunes de moins de quatorze ans – jusqu'à un pénitencier pour récidivistes situé à Arkhangelsk, long et périlleux est le chemin pour le héros du film. Un gosse qui n'en est plus tout à fait un, un de ces laissés-pour-compte de la société soviétique, si semblable à ces jeunes délinquants que nous ont montrés d'autres films, cette fois anglais, italiens, ou américains.

Avec une première évasion, ratée, le héros nous avait transportés jusqu'aux bidonvilles d'une autre agglomération d'Asie Centrale. Il allait y retrouver une compagne de son père, qui elle ne voulait plus entendre parler de son ex-compagnon. Une seconde tentative d'évasion nous entraînera beaucoup plus loin. Pas jusqu'à la liberté, non. Le jeune garçon aura seulement réussi à traverser l'URSS pour retrouver son père, un récidiviste qui en a encore pour huit ans. Son fils ne lui ayant apporté ni cigarettes, ni argent, il ne comprend pas pourquoi alors il est venu.

Lui-même est né en prison, d'une mère de 18 ans, une Kolkhozienne emprisonnée pour avoir pris cinq concombres, au temps de la famine, pendant l'immédiat après-guerre.

Le film plaide contre la situation sans issue faite par la société à ceux qu'elle marginalise ainsi. Ni idéalisés, ni noircis, ceux-ci apparaissent pour ce qu'ils sont malgré tout : des victimes. Le cinéaste nous montre au cours des rencontres du jeune prisonnier évadé, ce «Zek» de moins de quatorze ans, des gens du peuple, pauvres, mais plus souvent compatissants et solidaires autant que possible, contrastant avec les bureaucrates – fonctionnaires de police ou gardiens de prison – ou encore avec cette bourgeoise rencontrée sur un bateau, richement vêtue, qui voyageant en première classe, refuse de voir occuper une seule de toutes les places vides qui l'entourent, par un seul voyageur «d'en bas», fût-ce un enfant.

Le film est tourné en 1989, on voit le portrait de Gorbatchev au mur d'un local officiel, et on déchiffre le mot «Perestroïka» imprimé sur l'un des tee-shirts porté par le jeune «Zek» en cavale. Le récit est simple, sans discours, il suscite la sympathie pour le personnage principal et provoque l'émotion. Et à tous ceux qui sont curieux de ce qu'est la vie – courante et moins courante – dans ce vaste pays qu'est l'URSS, il fournira quelques éléments permettant un peu mieux de l'imaginer et de la comprendre.

Le film a obtenu un prix d'interprétation au festival de Montréal.

Louis GUILBERT

Au cinéma «Cosmos» à Paris, en version originale.

Deux romans sur l'Afrique du Sud

□ Entre deux mondes de Miriam Tlali

Le visage de l'Apartheid dans les années 1960.

Ph. Arc.

Muriel, employée de bureau, noire, vient de se faire embaucher dans un magasin de meubles et de radios, dont le patron est blanc et juif. On est à Johannesburg dans les années 1966-67 et c'est la période d'expansion en Afrique du Sud...

Les Noirs viennent en masse travailler dans les villes. Pour Muriel : «... A quelques exceptions près, les Blancs ignorent tout des conditions de vie des Noirs. Cela tient pour partie à leur indifférence, pour partie à leurs préjugés. Les Noirs, eux, en savent plus sur les Blancs, bien obligés qu'ils sont de les connaître s'ils veulent survivre. Sauf exception (et ce dans une proportion presque négligeable, tellement c'est rare), pour trouver leur gagne-pain quotidien les Noirs n'ont d'autre choix que de se présenter dans les maisons, les usines, les garages ou les bureaux des Blancs, ou d'aller frapper à leur porte, pour les supplier, voire pour mendier. Pour les Noirs, connaître les Blancs est une question de vie ou de mort».

La période est très dure ; les lois de l'apartheid semblent pouvoir sévir contre les Noirs, dans leur rigueur extrême, en toute «tranquillité». Le racisme fait partie de tous les instants de la vie. Le jour où Muriel arrive pour travailler, il n'est pas question qu'elle s'installe dans le même bureau que les deux autres employées blanches. Elle sera dans un coin de grenier à côté des réparateurs, assise sur une chaise dont le patron s'est empressé de retirer le coussin. Pas question non plus qu'elle puisse utiliser les mêmes WC que les femmes blanches.

Tout est à l'avenant. Son salaire est bien sûr très inférieur à celui des employées blanches pour un travail qui s'accroît sans cesse.

Au magasin, les clients noirs, la plupart, des ouvriers logeant à des dizaines de kilomètres de là, sont toujours traités avec mépris, passant systématiquement après les Blancs.

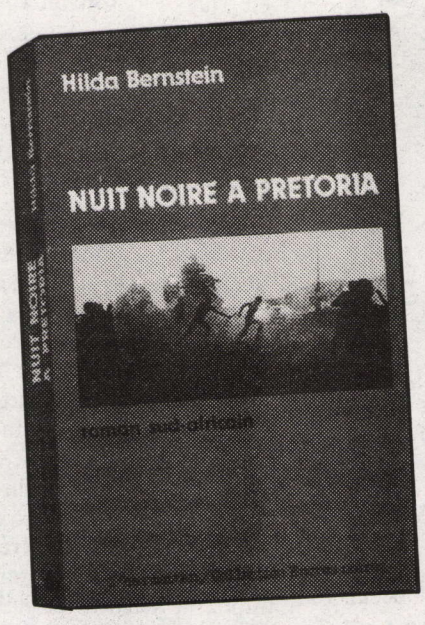
Le patron, avare et toujours méfiant, fait de très bonnes affaires, en empochant des intérêts exorbitants sur les crédits qui n'en finissent jamais. Mais pour que tout cela roule, il sait aussi composer. Il ne peut pas licencier un démarcheur ou un livreur, noirs, qui le volent régulièrement, quand ceux-ci sont capables de sillonner les townships noires pour réaliser beaucoup de commandes ou... pour récupérer les meubles impayés. C'est sordide, à l'image de tout ce système de surexploitation.

A travers toutes les péripéties qui se passent dans ce magasin, il n'est pas facile pour Muriel de toujours trouver l'énergie pour se défendre, garder sa dignité. Quand un jour, les employées blanches suggèrent au patron que ce soit elle qui prépare le thé (auquel évidemment elle n'a pas droit) comment, d'un côté, refuser sans risquer d'être mise à la porte sur le champ ? Mais, d'un autre, comment accepter l'humiliation ? Aidée de son mari, elle rédige sa lettre de démission et gagne puisque le patron refusera sa démission et augmentera même son salaire ; il avait bien trop besoin d'elle.

Cette femme inspire confiance aux autres employés noirs. Durant les trois années qu'elle passe là, l'ambiance change. Tout cela est raconté simplement, et quand il faut, avec humour.

Denise LAUNET

***Entre deux mondes* de Miriam Tlali. Edition l'Harmattan - 98 F - 207 pages.**



□ Nuit noire à Pretoria d'Hilda Bernstein

Ce roman se situe en 1960 au moment où l'A.N.C. décide de constituer une branche militaire, «la lance de la nation». Un groupe de jeunes étudiants blancs, noirs, indiens et deux universitaires blancs, qui avaient participé aux campagnes non-violentes de l'A.N.C. contre le régime d'apartheid font un constat d'échec : le régime s'est beaucoup durci, les organisations sont interdites.

Ces jeunes sont alors recrutés pour préparer et commettre des attentats dans le cadre d'une campagne de sabotages qui visent des symboles du régime comme, par exemple, des équipements industriels ou des locaux administratifs. Ces commandos apprennent à fabriquer et à manier les explosifs. Evidemment, les règles très strictes de la clandestinité s'imposent à eux. L'auteur décrit dans le détail les précautions prises, la moindre erreur peut être fatale.

Pour un universitaire blanc sud-africain, installé confortablement, aisé, même s'il déteste le régime, c'est un risque qu'il n'est pas forcément prêt à prendre. Et encore, la répression est moins violente, si l'on peut dire, contre un Blanc que contre une personne de couleur. Au premier, on laissera une chance, ne serait-ce qu'en lui permettant de quitter le pays, à la seconde aucune.

Les filets de la police se resserrent de plus en plus sur le groupe. Les arrestations arrivent. En prison, sous la torture, certains se conduisent héroïquement, d'autres craquent et même l'un d'eux trahit. Avec la clandestinité, l'isolement, il y a place pour des moments de doute, pour des actions de francs-tireurs aussi. Ceux qui en réchappent se livrent à une course de vitesse avec la police pour organiser la fuite vers les camps militaires de l'A.N.C. installés à l'étranger.

Quel est le but politique de l'A.N.C. avec ces attentats ? Comment les masses noires les apprécient-elles ? Ce roman n'en dit rien. Il est vrai qu'au début des années 1960, le massacre de Sharpeville avait assuré un temps de répit au pouvoir blanc. Les luttes de masses, les grèves, les manifestations massives dans la rue ne reprendront qu'après 1976 et avec l'insurrection des jeunes de Soweto. Et ce n'est pas le thème de ce roman.

Pour l'auteur, le courage et l'abnégation de ces combattants ne sont pas vains, de toute façon : en 1980, une nouvelle génération reprend le flambeau et les mêmes attentats se reproduisent...

On l'aura compris, ce roman glorifie les méthodes l'action de l'A.N.C. C'est en fait presque un reportage et les personnages dépeints, leurs relations, leurs qualités et leurs faiblesses, tout cela semble très vraisemblable, et sonne juste.

Denise LAUNET

NUIT NOIRE A PRETORIA de Hilda BERNSTEIN. Editions l'Harmattan. 140 F. 330 pages.

RFA-RDA

UNION MAIS PAS LIBERTÉ

La ratification du traité d'unification entre les deux Allemagnes a finalement pu être paraphée, en dépit des obstacles de dernière heure qui ont retardé l'accord. Parmi ceux-ci, le principal concernait la législation sur l'avortement.

Sur cette question, c'est à l'Est, et pas l'Ouest, que se trouvait jusque-là la plus grande liberté. Alors qu'en RFA les conditions pour avorter sont réglementées de façon très restrictive - et la CSU, le parti «chrétien social» bavarois, partie prenante de la coalition qui gouverne, fait campagne pour une législation encore plus limitative - en RDA au contraire, toute femme pouvait jusqu'à présent décider ou pas d'interrompre sa grossesse pendant les douze premières semaines.

Les sociaux-démocrates demandaient que pendant cinq ans les deux législations puissent coexister. Les chrétiens-démocrates et leurs alliés libéraux de la coalition ne voulaient accorder de délai que pendant deux ans. Et de plus ils demandaient l'application des lois répressives contre toute femme d'Allemagne de l'Ouest qui irait se faire avorter à l'Est.

Après discussions et marchandages, les partis de la coalition gouvernementale ont abandonné cette dernière exigence, acceptant que les lois s'appliquent en rapport au lieu d'exécution de l'acte («Tatort»), et non en rapport au lieu d'habitation de la personne concernée («Wohnort»). Les sociaux-démocrates ont alors abandonné le délai de cinq ans, et accepté la période transitoire de deux ans.

Au bout de cette période, les femmes de RDA auront donc peut-être définitivement perdu une liberté que celles de RFA, soumises à la pression de la «curaille», n'ont, elles, jamais réussi à obtenir. Il reste que si les pays de l'Est n'ont globalement rien de modèles de liberté, ceux de l'Ouest ne sont en bien des matières, eux, que des modèles d'hypocrisie. Le droit élémentaire des femmes à disposer de leur corps, soit n'y a jamais été reconnu, soit, après quelques maigres avancées sous la pression de la lutte, est aujourd'hui battu en brèche par toutes les forces réactionnaires et contraint dans certains cas au recul. Et même quand la législation subsiste, comme en France, encore faut-il réussir à passer par-dessus tous les obstacles mis par ceux qui détiennent les moyens de l'appliquer ou de l'entraver : corps médical, administration, etc.

A Berlin, à Paris, comme à Washington ou ailleurs, tous les murs ne sont pas tombés, en particulier pas celui du çon...

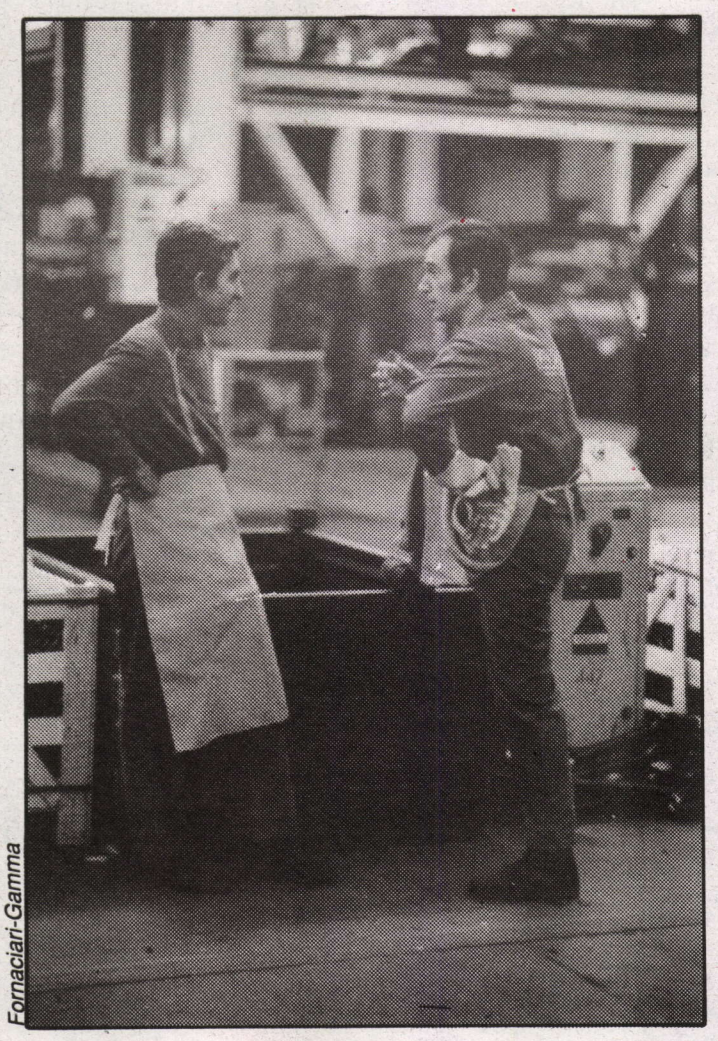
L.G.

Italie

Trois semaines de chômage pour 35 000 ouvriers de Fiat

LE COUP DE SEMONCE D'AGNELLI

35 000 ouvriers en chômage partiel : voilà la nouvelle que la direction de Fiat tenait en réserve pour la rentrée. Elle a annoncé fin août cette décision prise, selon elle, du fait de la baisse du marché européen de l'automobile. Près d'un tiers des 117 000 ouvriers du groupe automobile italien seraient donc touchés et devraient subir, d'ici la fin de l'année, trois semaines de chômage.



Fornaciari-Gamma

Fiat, comme les autres entreprises de l'automobile, n'a pas lésiné sur les samedis travaillés et l'intensification des cadences tant que le marché était porteur, pour n'en mettre que mieux ses ouvriers dehors dès que celui-ci fléchit. C'est tout bénéfice pour ce groupe qui bat déjà des records en matière de profits puisqu'il a d'un même mouvement demandé à bénéficier du système de la «cassa integrazione», système d'indemnisation du chômage partiel en vigueur en Italie. Les ouvriers mis au chômage toucheront 80 % de leur salaire - moins une retenue de 4,69 % -, mais Fiat n'aura rien à payer !

En effet, c'est la «cassa integrazione» qui payera, une caisse financée en partie par l'Etat, en partie par les contributions des entreprises. En passant, Fiat fait tout de même remarquer que l'opération coûtera quelque trente milliards de lires mais que l'entreprise aurait versé cette année à l'institution quelque 90 milliards de lires de cotisations. C'est donc, si l'on comprend bien, une façon comme une autre de réduire ces charges patronales dont les patrons italiens, comme les autres, ne cessent de demander l'allègement. On n'est jamais si bien servi que par soi-même...

Pour Fiat, le système est une assurance qui garantit ses profits, que le marché soit «porteur» ou pas. Les ouvriers, eux, verront tout de même leur salaire de la période de chômage amputé au total de 25 %. Sans parler de la menace implicite qui se cache derrière la décision de Fiat.

Car les patrons de l'entreprise turinoise ont beau déclarer que leur décision n'est liée qu'à l'évolution du marché automobile, elle prend l'allure d'un coup de semonce patronal avant la rentrée sociale. Un des enjeux de celle-ci est le renouvellement du contrat collectif de la métallurgie, pour lequel des manifestations et des débrayages ont eu lieu avant les congés. Ces manifestations, s'ajoutant aux protestations contre la dénonciation par les patrons de l'accord d'échelle mobile des salaires, faisaient prédire à beaucoup un «automne chaud» de revendications salariales en Italie, où comme dans les autres pays européens les salaires sont à la traîne.

On peut donc dire qu'Agnelli, le patron de Fiat, a pris les devants et annoncé à sa façon qu'il n'estime pas le moment venu de lâcher quoi que ce soit. L'ensemble du patronat a aussitôt fait chorus. Pininfarina, secrétaire de la Confindustria - équivalent italien du CNPF - a entonné de nouveau son couplet sur la *«situation préoccupante des entreprises»*. D'après lui, bien avant la crise du Golfe - qui n'a été que le détonateur -, l'industrie italienne perdait sa compétitivité, les marges de profit diminuaient du fait des *«charges excessives»* pesant sur les entreprises qu'il s'agit donc de réduire.

En fait d'«automne chaud», ce sont donc les patrons italiens qui prennent les devants pour annoncer leurs revendications à eux : la garantie de leurs profits quitte à ce que l'Etat paye, et aucune concession aux revendications ouvrières. Il faut dire que les dirigeants syndicaux, de leur côté, se sont montrés tout disposés au compromis en annulant, au mois de juillet, une journée de grève générale prévue sur la question de l'échelle mobile.

Alors, Agnelli et la Confindustria pensent pouvoir jouer sur le velours et ils annoncent la couleur. C'est peut-être compter sans la combativité ouvrière.

André FRYS

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995